La France : les mutations des systèmes productifs. Laurent Carroué

Manuel de concours mis en fiches par P. Grondin

Introduction

Déf du système productif = ensemble des facteurs et ds acteurs concourant à la production , à la circulation et à la consommation de richesses. Face à l'obsolescence de la trilogie primaire/secondaire/tertiaire (Colin Clark entre 1924 et 1940) , les géo F. Damette et S. Scheibling dans années 80 ont crée le concept de système productif. Concept remobilisé par INSEE et par de nombreux chercheurs comme L. Davezies. Son objectif est de mieux articuler l'industrie, l'économie, les territoires et les sociétés dans leurs mutations et leurs interactions.

Le sytème prod fr : composantes , dynamiques, et déséquilibres.

- le système productif se caractérise par un équilibre entre la sphère de la reproduction sociale et la sphère productive : la seconde produit la richesse et la première sphère la redistribue (impôts et protection sociale)
- mais équilibre fragile car la sphère prod est en crise + hypertrophie de la sphère périprod. Raisons de la crise de la sphère prod :
- extension du système taylorien durant 30 Glorieuses
- insertion de UE et mondialisation qui ont fragilisé les bases productives nationales et régionales

Sytème prod, sté et territoires.

L'organisation du territoire fr repose selon un tryptique (un peu comme au RU et pas en Allemagne) :

- hiérarchisation (Paris/Province ; gdes métropoles ; France autonome)
- ségrégation socio-fonctionelle ?
- **stratégie d'évitement** qui est pour Damette et Scheibling une spécificité française : les industries tayloriennes à la recherche de main d'oeuvre peu qualifiées s'installent dans les régions de province là où le marché de l'emploi était vacant (Ouest, Normandie, et bassins miniers et sidérurgiques) alors que les industries technologiques s'installent là où il n'y avait pas de tissu industriel préalable.

<u>CHAPITRE 1</u>. SYSTEME PRODUCTIF: ENJEUX ESPISTEMOLOGIQUES, METHODOLOGIQUES, ET CONCEPTUELS (p14 à 39).

I) Approche épistémologique : inerties , ruptures , et nouveautés.

Chgt ds géo éco : abandonnant les logiques de nomenclature très descriptives et figées , elle a développé de nouvelles démarches systémiques pr saisir ensemble des jeux et échelles spatiales d'interactions articulant ressources , emplois, prod de richesses, marchés , jeux d'acteurs, questions liées à environnement , géopolitique.

a. Primaire/secondaire/tertiaire : un système obsolète.

Colin Clark (1905-1989) est un économiste et statisticien britannique, c'est lorsqu'il travaille sur l'étude, l'évaluation et la comparaison des économies nationales, qu'il classifie en 1940 l'économie en trois grands secteurs. Cette trilogie à l'époque novatrice servira de grille de lecture jusqu'à aujourd'hui.

b. révolution prod et mutation du schéma productif.

La prod se complexifie : à côté des activités indus on trouve les services d'ingénierie, d'informatique, ou de gestion , services commerciaux (ventes , marketing, publicité) ou logistiques. La fabrication occupe de moins en moins d'actifs (automatisation et informatisation). Csq : certaine dématérialisation dans la valeur et l'usage des produits (Ipod,). Atouts majeurs = flexibilité et mise en réseaux des acteurs et concepteurs.

Selon P.Veltz les firmes veulent réduire les risque et st dc à la recherche **d'assurances territoriales** (rentabilité, compétitivité, flexibilité, gestion du temps...). Pr lui il n'y a pas de désindustrialisation, mais de « **monde hyperindustriel** » car la valeur et la quantité des biens produits est considérable.Raisons= les deux révolutions indus + extension de l'indus dans les autres pays du monde . L'industrie demeure tjs un vecteur central de puissance.

c. Les transformations de la géographie économique et industrielle.

- Les analyses sectorielles ne st pas pourtant abandonnées puisqu'elles restent

- indispensables, elles s'inscrivent dans une logique de système et notamment de système industriel. Ex des thèses de:G.Di Méo sur les industries du gaz et du pétrole (1979) ou de J.P Charvet sur agri et agro-alimentaire.
- Il y a aussi des travaux sur les interrelations entre fait industriel et développement régional et urbain comme ceux de J.Dumas sur la métropole bordelaise (1977).
- Des analyses plus fonctionnelles : G.Dupuy sur les transports ou J-M Zuliani sur les services de haut niveau ds l'agglomération de Toulouse (2005).
- Des travaux qui s'ouvrent sur l'international en lien ac la mondialisation : A.Fischer sur l'industrialisation contemporaine des Pays-Bas (1978).
- des liens étroits sont tissés avec d'autres disciplines comme en éco spatiale (cluster, district industriel) ds les travaux de P.Veltz ou B.Pecqueur.

I) Des concepts et outils novateurs : trois contributions majeures.II)

a. le concept de système productif : articuler industrie/économie/territoires et sociétés.

L'équipe Géographie du Système Productif (GSP Laboratoire Strates de Paris I pilotée par Damette et Scheibling avec des chercheurs comme J.Cohen ou L. Carroué) va élaborer ds la décennie 80-90 le concept de système productif. A l'origine centrée sur l'étude du rapport industrie/territoire, la problématique s'est peu à peu élargie à l'ensemble des secteurs et fonctions (services, formation, recherche et développement...). La thèse de L. Carroué qui porte sur les industries de hautes technologies est faite ds ce contexte. Il y a deux grandes fonctions dans le système productif:

- la reproduction sociale et étatique divisée en 3 sous-ensembles (reproduction étatique avec administration / reproduction élargie av formation et enseignement/reproduction simple ac santé et commerce)
- la sphère productive divisée en 2 sous partie : production matérielle / services périproductifs
- b. Villes, hiérarchie urbaine, métropole et métropolisation.
- Rôle important des villes : rôle nodal, importance armature, importance du réseau et de la hiérarchie des villes . Ex des travaux de P.George puis de M. Rocherfort (thèse sur armature urbaine et ses services rares en Alsace dans années 60) ; ceux de Th St Julien et D.Pumain ds années 80/90 (labo Géocités à Paris) sur orga de l'espace par les villes.

c. Les 4 bases éco : productives, résidentielles , publiques , sociales.

Référence : L;Davezies décennie 2000 - « La république et ses territoires ». Il s'intéresse au développement territorial à travers les moteurs de la production et la circulation des richesses. Il insiste sur le fait que un certains nombre de vecteurs (vieillissement de la pop , progrès de la mobilité, accroissement du temps libre) favorisent l'essor de la circulation privée des revenus (retraites, salaires de navetteurs , dépenses touristiques....) , ce qui vient renforcer les redistributions publiques. Il appelle cela « la circulation invisible des richesses ».

Il identifie les territoires de la manière la suivante :

- ceux qui se spécialisent ds éco productive (prod de richesses)
- ceux qui se spécialisent ds éco résidentielle (captation de richesses)

Il aboutit à une typo selon l'origine du type de revenu qui irrigue ce territoire :

- territoires à base productive (22% des revenus) : revenus du capital et du travail liés à la vente de biens et de services (indus et services péri-prod)
- territoires à base publique (10%) : où les fonctions publiques jouent un rôle majeur
- territoires à base sociale (23%): soutenus par transferts sociaux et sanitaires (prestations...)
- territoires à base résidentielle (45%): bénéficiant de l'accueil des revenus des actifs navetteurs

Ces travaux distinguent alors des **territoires exposés** aux risques de la mondialisation à des **territoires protégés**.

d. des outils mobilisés par la puissance publique et les acteurs institutionnels.

- l'INSEE a progressivement adopté ces outils, et a notamment défini 15 grandes fonctions transversales pour reclasser les emplois répartis en deux « branches » (pr compléter les classements traditionnels en per branches d'activités, statuts ou qualifications):
- Sphère de la prod : agri , fabrication (% divisé par 2 entre 1982 et 2009), BTP, commerce., **prestations intellectuelles** (% multiplié par 2 entre 1982 et 2009 / audit, conseil, expertise, avocat, notaires)...
- Sphère de la reprod : adm publique , éducation, services de proximité, distribution...

	Sphère de la prod	Sphère de la reprod
1982	61,60%	38,40%
2009	50,10%	49,90%

Ces 15 fonctions ont été regroupées en 4 blocs :

- fonctions **présentielles** : activité au service de la pop (distribution , action sociale, administration publique....)
- fonctions de prod concrète : prod de biens matériels (agri, BTP, indus)
- fonctions **métropolitaines** : gestion (sièges sociaux des gde entreprises), prestations intellectuelles,
- fonctions **transversales** : transport , logistique , entretien et réparation.
- analyse des chiffres de l'INSEE:
- Premièrement : rééquilibrage entre sphère de la production (qui stagne depuis 3 décennies) et sphère de la reproduction (qui augmente de 56%) ; cf tableau cidessus.

- Enjeu : jusqu'où le sphère de la reproduction peut-elle s'hypertrophier face à une sphère de la prod anémiée?
- Deuxièmement : mutations de la sphère prod : la prod matérielle, agri et indus a perdu 2,5 millions d'emplois ces trois dernières décennies. Face à la concurrence allemande, étasunienne et chinoise, la sphère de la prod en France s'est spécialisée ds qq branches en abandonnant des pans industriels entiers
- Troisièmement : 5 fonctions sont polarisées par le haut de la hiérarchie urbaine, c'est pour cela qu'elles ont été définies comme **fonctions métropolitaines** (gestion, conception/recherche, prestations intellectuelles, cultures/loisirs et commerce interentreprises). Les cadres des fonctions métropolitaines (nouveau concept) ont connu une croissance considérable : + 127% (2,5 millions d'emplois), au premier rang on trouve les cadres de la gestion (39,2%).

I) Clés d'analyse : acteurs , économie, société , territoires

II)

a.Entreprises et DIT : le poids des logiques fragmentaires

Le système productif est économiquement très concentré y est largement dominé par quelques 1000 firmes. L'entreprise de la transnationale à la petite et moyenne entreprise (PME),peut être définie comme une entité juridique,économiques et techniques complexes. Elle s'adapte en tenant compte de ses besoins de l'accès au marché et de la concurrence. La segmentation fonctionnelle du travail,c'est la capacité à spécialiser fonctionnellement ces établissements,dans des échelles croissantes. Elle repose à la fois sur une segmentation technique,entre établissements, et sur une segmentation sociale des salariés.

Ce qui est important pour une entreprise, ce sont :

- . L'accès au marché
- . La nature et la qualité du marché du travail (formations et qualification,...)
- . Le niveau d'équipement des territoires(Transport, communication,...)-
- . Et la densité des réseaux (clients, fournisseurs, sous-traitants,...)

Organisation fonctionnelle et technique des firmes

Fonction	Type d'établissement	Type d'espace
Administration gestion	Siège social	Quartier d'affaires des métropoles
Recherche et développement	Centre de recherche	Périphérie métropolitaine immédiate, zone dite technopolitaine
Fabrication	Usine	Très diversifiée selon la branche

Commercial, vente, maintenance	Bureau, atelier, entrepôt	Périphérie des grandes villes
Logistique transport	Entrepôts	Périphérie les grandes villes, zones aéroportuaires et portuaires, grand corridor de transports

Dans cette dynamique, l'affirmation impériale et la colonisation ont joué un rôle structurant dans l'organisation du capital industriel et financier. Au tournant des années 1960, la fin de reconstruction, et la construction européenne, ont permis à la France de se moderniser, mais de manière incomplète et ségrégué. L'État a joué durant cette période, un rôle économique financier industriel, scientifique et territoriale majeur, en osmose avec les grands groupes. Mais l'évolution de la construction communautaire, le relatif recul de l'Etat en France explique en partie les difficultés actuelles rencontrées dans la refondation de l'action publique

_

- Premièrement, la répartition des branches et des activités, des fonctions productives et de la main-d'œuvre dans l'espace, s'inscrit dans des logiques de hiérarchisation.
- Deuxièmement, cette hiérarchisation s'appuie ,depuis la croissance des 30 glorieuses et des stratégies de décentralisation industrielle, sur des logiques de ségrégations socio -fonctionnelles.
- Ex : emplois non qualifiés féminins et ruraux de la France de l'Ouest mobilisés ds usinesJe de l'Ouest(Rennes) / main-d'œuvre masculine déqualifiée et immigrée de la Fce du Nord Ouest ,mobilisés dans l'automobile en IDF.
- Ainsi dans les fonctions périprod s'opposent : les fonctions stratégiques, employant de nombreux cadres et ingénieurs, et les fonctions périproductives banales, mobilisant des employés et ouvriers peu qualifiés. Je
- Troisièmement, Hiérarchisation et ségrégation ont débouché sur de larges stratégies d'évitement fonctionnant à toutes les échelles et reposant sur trois piliers :
- Les représentations culturelles dominantes élites déclassant telle ou telle filière de formation, qualification, fonction, profession...
- Les logiques de gestion salariale cherchant à instituer un monopole d'embauche salariale sur un bassin d'emploi afin d'éviter une concurrence qui se traduirait par des hausses salariales (Michelin en Auvergne)
- la bipolarisation sectorielle de l'industrie entre branches tayloriennes et branches techniciennes.
- Ex : ces stratégies d'évitement ont constitu<u>é trois grands types d'espaces à l'échelle</u> nationale=
- anciennes régions d'industries de base de l'arc du Nord et Nord Est (de Dunkerque à la Franche Comté)Je
- les régions d'industries de main-d'œuvre taylorisées du Grand Bassin parisien et du Gd Ouest.

- les régions d'industries techniciennes articulées aux grands programmes sectoriels étatiques (armement, aéronautique, nucléaire civil et militaire...) en IDF et ds certaines métropoles provinciales (Grenoble, Toulouse, Aix-Marseille...). Seule RA et son cœur lyonnais a échappé à cette stratégie pour des raisons historiques, en disposant d'un réel tissu productif complet et bien articulé.
- A l'échelle d'une région, IDF, il y aussi des stratégies d'évitement : les hautes technologies s'implantent plutôt dans l'Ouest et le sud -ouest / alors que dans le nord et le nord-est les industries sont mécaniciennes.

<u>b.métropoles, métropolisation et « économies d'archipels »</u>

- La hiérarchie urbaine est au cœur de l'organisation du territoire à travers notamment le **processus de métropolisation.**
- opposition Paris/province = 1ère clé d'analyse (racines : construction de l'Etat / géohistoire ..., primatie francilienne qui se renforce dans années 1950-1980). A partir de là , le laboratoire GSP Strates identifie trois grands types d'espaces régionaux :
- le Grand Nord et Nord Est (NPC, Ardennes, Alsace, Lorraine, Franche-Comté)
- le Grand Bassin parisien
- la France autonome (éloignement de Paris + héritages historiques + dynamiques propres de ses spécialisations productives : RA, PACA, Languedoc, Midi-Pyr, Aquitaine, Bretagne.
- organisation des systèmes productifs régionaux par les villes = 2nde clé d'analyse. Comme le souligne F.Damette dans la « France en villes » : les régions sont « armées » par un réseau urbain, la métropole se définit par l'espace qu'elle métropolise (de la région au monde) d'où la notion « d'économies d'archipel »
- enfin, pour L.Davezies, les logiques de hiérarchisation, de ségrégation, et d'évitement du modèle territorial français se traduisent ds les métropoles, par des processus de déséconomie d'agglomération et des dysfonctionnements croissants qui en font des lieux de crises sociales. Un développement efficient du système productif fr passe par une refondation de son modèle républicain.Pr L.D il faut développer le caractère prod des territoires résidentiels et opérer une résidentialisation des territoires productifs. Il faute rendre aux habitants une part des bénéfices de la métropolisation en s'interrogeant sur les coûts de la périurbanisation.

<u>c.économie</u>, territoires et action publique : potentiel tissu et systèmes productifs.

L'analyse géographique du système productif se heurte à un certain nombre de difficultés.

- d'orde méthodologique. En fonction des échelles d'analyse on parlera davantage de
- . potentiel prod à l'échelle locale
- . tissu productif à l'échelle sub-régionale
- . **système prod** à l'échelle régionale et nationale.
- D'orde géopolitique. Il n'y a pas de concordance entre le pavage administratif de

- l'espace national des 22 régions et départements d'un côté, et la construction des territoires de l'économie et la société de l'autre.
- Ex : les firmes fr découpent la France en 5, 6 ou 7 grandes régions.
- Carroué rappelle que le découpage actuel des 22 régions datant de juin 1955 a été opéré dans l'urgence par des hauts fonctionnaires de l'Etat dirigé par J.Vergeot sans études régionales sérieuses (Source : J-M Miossec. Géohistoire de la régionalisation en France, PUF,2013).
- D'orde méthodologique. L'INSEE a su dépasser les encadrements administratifs traditionnels (communes , départements...) pour mieux prendre en compte les mutations contemporaines et se doter de nouveaux outils d'analyse comme les zones d'emploi ou les aires urbaines.
- La « révolution des territoires » : en 30 ans la free a connu une véritable « révolution des territoires » qui se caractérise par d'importants transferts de compétences aux collectivités territoriales. Elles jouent un rôle important dans encadrement et développement productif et social de leur territoire de gestion et d'action. Les collectivités territoriales réalisent 75% des investissements publics . Ainsi la question de la gouvernance des territoires de l'action publique par les collectivités territoriales est un vaste chantier particulièrement sensible(développement productif du Gd Bassin parisien).

<u>CHAPITRE 2</u>. MUTATIONS DU SYSTÈME PRODUCTIF : CADRAGE GÉNÉRAL p39 à 99).

I. La production de la richesse : disparités et concentration II.

- évolution du PIB : moteur de l'économie mondiale. Ces 20 dernières années : le PIB augmente de + de 36% en monnaie constante / PIB/hab augmente pour sa part de + de 22% (écart du à la croissance démo de la période). Après une croissance sensible jusqu'en 2007, le PBI connaît une quasi-stagnation du fait de la crise qui se traduit par un recul de l'investissement des entreprises, des dépenses publiques et de la consommation des ménages.
- <u>Évolution du PIB et recomposition régionale</u> :
- IDF = capte 1/3 de la croissance du PIB ; le gd Bassin Parisien (la région capitale + aire d'influence directe = Picardie, Champagne, Bourgogne, Centre) = ½ de l'économie nationale même si monté des difficultés dans cette régionales compte tenu de la fragilité des structures productives (en particulier indus basées sur une division du travail taylorienne).
- Rhône Alpes = 2ième région éco
- Montée du Gd sud est (Languedoc) + Gd ouest (pays de la Loire/Nantes/Bretagne)
- Cette France autonome (RA,PACA,Languedoc,Midi-Py, Aquitaine, Bretagne)= 43% de la croissance économique nationale et 41% de l'économie nationale.

-

- <u>Évolution du PIB par emploi</u> : mesure la productivité globale de la main d'oeuvre et permet mieux comparer l'efficacité des différentes éco régionales.
- IDF = la région la plus productive : un francilien produit 1/3 de richesses supplémentaires. Raisons : la spécialisation fonctionnelle (commandement, innovation...) et sectorielle (services périprod).
- Puis parmi les régions les plus prod = PACA, RA, Haute N, Alsace.
- à l'opposé on est surpris par le score médiocre de Midi Pyr, mais Toulouse à elle seule ne peut pas relever les résultats ou celui de la Bretagne.

-

- Production de richesses et transferts: si les revenus d'activités jouent un rôle majeur dans la France du Nord et des grandes aires urbaines, les revenus de transferts, ou prestations en espèces jouent un rôle majeur dans une large partie de la France du sud (Bourgogne, Poitou-Charente). Il faut distinguer:
- . revenus initiaux (produits par les activités éco) polarisés par IDF (23,5%) et les 5 premières régions 52% (RA,PACA,Nord,Pays de la Loire).
- . et RDB (cf glossaire).
- Si on compare PIB par emploi, RDB et revenus initiaux montre la différence entre d'un côté la richesse crée localement et de l'autre la richesse redistribuée par les transferts. On assiste à une sorte de solidarité inter-territoriale qui est au cœur de la cohésion nationale. C'est ce sytème qui se retrouve en difficulté.

- Richesse et revenus : la montée des inégalités socio-économiques et salariales.

 Selon l'économiste T.Piketty dans « Le capital au XXI siècle » publié en 2013 les grands pays développés dt la Fce, tendent à retrouver des niveaux d'inégalités équivalents à ceux du début du XX siècle.
- le taux de pauvreté est de 14% en 2010 / nombre de pauvres (seuil de 60% du revenu médian) = 8,6 millions en fce. Ces deux chiffres sont à la hausse depuis les années 80 (13,4% et 7,2 millions de pauvres).
- ISF (crée en 1982) : le nombre assujettis à cet impôt a augmenté passant de 192 734 personnes en 2008 à 593 900 en 2010 (explosion de la valeur des biens immo). 1/3 des contribuables habitent IDF. A l'échelle des métropoles Lyon occupe une place importante.
- <u>la monté des ces inégalités est une des principaux facteurs de la mutation des systèmes productifs.</u> On distingue en fce 2 gds types de revenus = les revenus d'activité ou du travail (salaire, allocation chômage, pensions...qui concernent presque ts les fr) // les revenus du capital (décomposés en deux parties : revenus du patrimoine qui concernent 40% des fr et revenus financiers exceptionnels qui concernent 2% des fr). 20% des plus riches détiennent 38% des revenus d'activité / 10% des plus riches détiennent 48% du patrimoine (loyers , rente foncière...)
- 3 facteurs clés jouent un rôle majeur ds enrichissement = explosion des prix fonciers et immo portés par les politiques publiques (dispositif Périssol, ou

- Borloo ...) + montée des profits et dividendes versés aux actionnaires + essor des marchés financiers (exigence de rentabilité)
- la fce des très hauts salaires : 1% des salariés du privé = 133 000 personnes (salaire annule moyen de 215 600 euros). Il est composé à 95% de dirigeants des holdings et conseils d'administration , soit des plus hauts cadres des entreprises travaillant dans la fonction financière. 2/3 se trouvent en IDF.
- Etude de la ségrégation socio-spatiale par les sociologues M et M. Pinçon Charlot. A Neuilly une des communes les plus riches de fce = les salaires représentent 54% des revenus des ménages, les pensions 16,7%,les revenus du capital 29%, les indemnités chômages 1%., A Aubervilliers une des communes les plus pauvres = les salaires représentent 77,3% des revenus des ménages, 18% pour les pensions, et les indemnités chômages 5% et 4,5% pour les revenus du capital.

I. Le travail et l'emploi : des facteurs majeurs de structuration de l'espace a. les mutations du travail et de l'emploi.

- pop active :
- en 40 croissance de 23,8 millions à 28,3 millions (+19%). Facteurs : croissance démo + augmentation de la participation du travail à de nouvelles catégories (les femmes : 13,5 millions aujourd'hui soit 52%).
- . le **salariat** est la norme dominante : 91% des emplois.
- contrairement à d'autre pays européens le **dynamisme de la natalité** d'ici à 2030 la pop active atteindra + de 31 millions d'actifs. La génération 2000 devrait progressivement remplacer l'arrivée des baby-boomers en fin de carrière.

- Taux d'activité :

- contrastes entre 76% à Paris , 53% à Corte, 79% aux Herbiers dans ouest industrialisé ; les flux interrégionaux et le taux de natalité vont accentuer ses contrastes. La population active devrait reculer en Champagne, et augmenter ds France autonome.
- Rôle structurant du travail, des études et des achats ds mobilité quotidienne : la distance moyenne parcourue pour un fr est de 25,2 km aujourd'hui / les déplacements dom/travail = 41% des distances parcourues / 65% de ces déplacements se ft en voiture (chiffre qui augmente dans le rural 75% et qui diminue à Paris 12%)/ ce st les ménages les plus vulnérables qui consacrent une part importante au budget du transport.

Taux d'emploi moyen : contrastes entre IDF + métropoles+ Ouest industrialisé + zones frontalières de l'est // et Sud méd + Nord. Sous emploi féminin en Corse et PACA / sous-emploi des jeunes et séniors ds Nord et Languedoc./ Les taux élevé en Auvergne ou ds le Centre s'explique par départs massifs de cette région et

baisse de la natalité.

-

- Evolution de l'emploi : augmentation de 30% en 60 ans depuis 1950 ; aujourd'hui 25,3 millions de postes équivalent tps plein.
- de 50 à 70 : création massive d'emploi ds industries tayloriennes , services marchands et non marchands.
- . à partir années 80 : une partie industrie manufac + mines entament ← ; les services → ; perte de 2 millions d'emplois
- entre 2006 et 2011 : stagnation de l'emploi salarié mais BTP ← + en raison de liens d'interdépendance étroit entre fonctions de le production concrète et services périproductifs on assiste à un ← de l'emploi ds la logistique , télécomm, activités spécialisées scientifiques et techniques de services de soutien...
- IDF polarise 20% des créations d'emploi mais affaiblissement du Gd Bassin parisien et du Gd Nord est // → du Gd Ouest, Gd Sud-Est, Gd Sud-Ouest = 34% du total national.
- contrastes infra-régionaux : 10 départements polarisés par une gde métropole captent 59% des créations d'emplois = le Rhône avec Lyon , l'Hérault avec Montpellier, Loire-Atlantique avec Nantes, Toulouse et la Haute-Garonne...., Paris perd 7% de ses emplois. Toulouse capte 90% des créations d'emplois régionales ces 20 dernières années, Montpellier 57% pour l'Hérault. Enjeu = réarticuler croissance métropolitaine et développement régional dans la Fr autonome.

-

- Evolution fonctionnelle de l'emploi : sur la longue durée il est difficile de disposer de statistiques fiables du fait de l'usage massif de la trilogie primaire/secondaire/tertiaire mais c possible sur la courte durée.
- stagnation de l'emploi de la sphère périproductive mais recomposition fonctionnelle: ← de l'emploi des fonctions concrètes au profit des fonctions abstraites (→ de 45% srtt dans recherche et prestations intellectuelles). Cette disjonction entre production/, conception/recherche et gestion fragilise l'ensemble des capacités d'innovation et de renouvellement du système productif. Enfin la sphère de la reproduction sociale → 56%.

- <u>Exemple : la spécialisation sectorielle et fonctionnelle des territoires : le système productif du Poitou-Charente. =</u>
- . 700 000 actifs / 600 000 emplois
- . structure urbaine polycentrique (Poitiers, Angoulême, la Rochelle)
- . mosaïque de territoires productifs juxtaposés peu intégrés :
- le nord est très industrialisé (Facteurs: héritages historiques / décentralisation indus et rattachement au Grand Bassin parisien) avec métallurgie avec fonderies du Poitou ou habillement-cuir avec Aigle et Radiance à Châtellerault.
- Poitiers = capitale régionale (1/3 des cadres de la fonction publique, 1/3 des effectifs de le recherche grâce aux universités et au pôle du Futuroscope crée en 1987 par R.Monory (ancien ministre et ancien psft du Conseil Général)

- Niort est spécialisée ds assurances avec sièges sociales de la MAIF, la MAAF ou de la MACIF
- *Les villes de la Rochelle, Rochefort et Royan = littoral touristique*

-

- Chômage, exclusion et pauvreté: la dégradation du marché du travail. En 2013 = 3,2 millions de chômeurs de catégorie A (sans aucun travail / la catégorie B = qq heures de travail) soit 10,6% des actifs le plus haut volume jamais enregistré depuis 1945. Le tx de chômage moyen = 9,9%
- Les plus touchés sont :
- les sans -diplômes = 17% de chômage // les diplômés (études longues) = 6%
- les emplois d'intérim et précaires sont les plus sensible au chômage même si 80% des embauches se ft en CDD.
- les jeunes et personnes âgées
- 2,4 % du PIB sont consacrés au chômage.
- Géo du chômage :
- <u>les bassins spécialisés ds indus manufacturière et fonction de production</u> <u>concrète sont surexposés</u> = partie du Gd Ouest , la périphérie francilienne, le nord de la Loraine et de l'Alsace, la Franche-Comté. 18% de chômage à Calais.
- les métropoles sont aussi touchées du fait de la concentration de pop fragilisées = Marseille, Bordeaux Nantes.
- au niveau départemental , il y a deux bandes de crises : le Nord / Nord est (NPC + Ardennes+nord Loraine et de l'Alsace) et le croissant des départements de la Méditerranée (sud LR et sud PACA).
- au niveau communal on retrouve les mêmes régions + vallée de la Garonne.
- Facteurs: **cette géo est corrélée à celle des jeunes sans diplômes** (le taux de chômage des jeunes de moins de 25 ans est de 23% ds le Nord).
- Conséquences: basculement ds pauvreté à cause des chômeurs arrivant en fin de droits ds minimas sociaux avec RSA + dégradation des conditions d'emplois et de salaires avec développement des « salariés pauvres » (6,5% des salariés). 1,7 millions de salariés st au SMIC (surtt ds PME de moins de 10 salariés , hébergement , restauration, commerce...)

b. les mutations de la structure des emplois et la division spatiale du travail.

- En 40 ans la France a connu une profonde mutation de l'emploi et du travail.
- . Facteurs: mutations productives + évolutions qualification + féminisation de certains emplois
- Evolution : ← important des agriculteurs exploitants (-67%) et ouvriers non qualifiés
- → importante des employés qualifiés et déqualifiés et des professions dîtes intermédiaires
- · Géo :
- les agriculteurs sont surepresentés ds Gd Sud-Ouest et Gd Ouest et Massif Central

- = ces agricultures sont moins intensives et plus paysannes (que celles Grand Bassin parisien ou du Sud-Ouest plus hautement capitalistiques)
- les professions libérales sont surepresentées ds moitié sud du pays dt PACA et Aquitaine (Facteurs: migrations interégionales).

Exemple : Les mutations de la France ouvrière

- La France ouvrière est loin d'avoir disparue, puisque ouvriers représentent ¼ du salariat (contre 40% ds années 50). Ils jouent tjs un rôle éco, social, électoral et politique important. On a deux France ouvrière différentes =
- ceux de la sphère productive qui n'occupe plus que 56% du salariat ouvrier, on trouve ces ouvriers ds monde rural et petites villes.
- L'emploi ouvrier est aussi mobilisé par sphère périproductive ds le commerce de gros, transport et entreposage, services aux entreprises, on les trouve plutôt ds métropoles surtt IDF.

-

- Ds la division sociale et salariale du travail deux catégories jouent un rôle majeur : les CPIS et les ouvriers.
- on assiste à la fois à la « désouvriérisation » de IDF et au renforcement de la spécialisation ouvrière du Grand Bassin parisien et du du Grand Ouest (développement de l'agro-alimentaire). La France ouvrière demeure importante ds le Grand Nord aussi.
- . en face une France des cadres articulée à la hiérarchie urbaine

.

- La géographie des formations et qualifications :
- Formations.
- Evolution : avant 1960 78,5% des actifs n'avaient aucun diplôme (lacunes du modèle de croissance du système productif).
- 70/80 massification des études secondaires qui profitent aux classe populaires (BEP,BEPC)
- 90/2000 développement des formations post-baccalauréat (enseignement technique et technologique + universités)
- Enjeu: difficulté majeure en France à répondre aux besoins économiques et sociaux du marché du travail. Un sytème dual: la production des élites est bien assurée grâce aux classes prépas et aux Grande Ecoles (ENA, ENS,...), pilier du modèle d'excellence républicaine // mais l'ascenseur social par l'éducation est remise en question (enquête PISA= Program for International Student Assessment de l'OCDE). Les géographes P.Caro et R.Rouault ont étudié les inégalités scolaires et sociales dans « l'Atlas des fractures scolaires ».

Exemple : la décentralisation, formation et rôle des collectivités territoriales .

- Depuis 1983, le processus de décentralisation a confié un rôle croissant aux collectivités territoriales en terme d'éducation (écoles aux communes, collègeset lycées, formations professionnelles). En 2011, la dépense de formation d'un élève de la maternelle au master est estimé à 168 000 euros dt 28% pr le primaire, 40% pr secondaire et 32% pr supérieur. 60% de ces dépenses est à la charge de l'Etat et 25% à la charge des collectivités territoriales. Cette activité de formation qu'on rattache à la reproduction sociale est un important facteur de transferts financiers entre les territoires.
- Enjeu: associer à travers les Contrats de plan régional de développement des formations (CPRDF) pluriannuels, l'Etat, les Régions, les CESER (Conseils Economiques, sociaux régionaux), les partenaires éco et sociaux et Pôle emploi. Il faut mettre en place un véritable projet collectif.

· Oualifications

- Géo: IDF arrive largement en tête en polarisant plus du 1/3 des actifs diplômés des 2° et 3° cycles universitaires, des écoles d'ingénieurs et classes Prépas.. IDF apparaît comme un espace surqualifié dans le Grand Bassin parisien, au Nord ou au Grand est déqualifié. La France autonome s'en sort plutôt bien puisque l'éducation est un facteur central d'organisation de ces ressources humaines. Le diplôme ouvrant accès à la fonction publique ou aux services périproductifs.

Exemple: le phénomène de déclassement géographique des diplômés.

- le phénomène de déclassement = le fait d'être surdiplômé par rapport à l'emploi occupé. En France métropolitaine il y a 6,5% des cadres contre le double en IDF.Un salarié diplômé du 2° ou 3° cycle universitaire est déclassé s'il n'est pas cadre. Si la France du Sud apparaît globalement bien plus diplômée que la France du Nord, ces diplômés sont victimes de déclassement.

- La géographie des salaires :

- . Facteurs : de différentiel de salaires (à qualification et postes égaux) :
- nature sectorielle et fonctionnelle des activité économiques
- type d'emploi et de qualification
- type d'entreprise et de capital (groupe/PME)
- traditions de culture sociales ou syndicales
- .Géographie :
- l'ancienne coupure traditionnelle de chaque côté de la ligne Havre/Paris/Lyon/ Marseille est tjs sensible.
- Elle est renforcée par une autre césure majeure : les grandes métropoles .
- Exemple: 22% de différence de salaires entre un ouvrier qui travaille ds industries Yvelines et celles du Cantal.

• Qualifications, mobilités migratoires et cycles de vie professionnel.

- Enjeu : la mobilité migratoire est des principaux enjeux de la régulation entre marché du travail et population. En moyenne 2% de la pop change de régions. IDF polarise 40% des flux migratoires nationaux.

_

- Exemple : la pompe aspirante francilienne.
- En moyenne 57 000 jeunes de 18 à 29 ans quittent la Province pour IDF (srtt Gd Ouest et Grand Bassin parisien) alors que 35 000 la quittent + 26 000 jeunes des DOM ou de l'étranger.
- Facteurs: études supérieures ou commencer une carrière professionnelle.

•

I. l'insertion de la France dans la mondialisation

Π.

a. l'ouverture mondiale et européenne : les basculements d'échelle

- une insertion croissante entre autonomies et interdépendance.
- Puissance géoéco et géopolitique moyenne ; garde de ces héritages impériaux = territoires d'outre-mer , 2°ZEE (11 millions de km2) + liens migratoires , culturels, et économiques privilégiés avec Maghreb et Afrique sub ; membre fondateur de la CEE ; les 40 entreprises françaises cotées à Paris (CAC 40) réalisent 72% de leurs ventes à étranger (dt 30% en Europe).
- le taux d'ouverture de l'économie française :
- Evolution: 10% en 1975; 27% en 2010.
- Géographie : les taux d'ouverture décroissent du Nord Est au Sud-Ouest = la Haute Normandie (le Havre : 1er port à conteneur) et le Nord , l'Alsace et le Midi Pyrénées arrivant aux premiers rangs. Ces rangs varient aussi en fonction des spécialisations régionales et locales : la Bretagne au 1er rang pour la viande et les produits de la pêche ou le Champagne pour les vignobles (forte demande asiatique).

-

- Exemple: Statistiques, fonction productive et mondialisation : le cas de la SAFT du sud Alsace.
- Alsace: région très ouverte (Peugeot Citroen à Muhlouse/ General Motors à Strasbourg/...) La SAFT (Sté d'Affrètement et de transit) est uns société de moins de 50 salariés et pourtant elle est le 12° exportateur national dvt Total ou Luis Vuitton. C'est un opérateur d'import-export basé à Bâle, spécialisé dans le transit et le dédouanement de stimulateurs cardiaques fabriqués en Suisse par Métronic à destination du centre de redistribution du groupe situé aux Pays-Bas. La France n'est de qu'un lieu de transit.

-

- Le déséquilibre des échanges.

- . Evolution : le taux de couverture est de 86% et le déficit comm = 141 milliards d'euros. Il n'y a que dans deux branches que la France est excédentaire : agro-alimentaire et aéronautique.
- . Géographie : la France est en déficit avec Allemagne (-35 milliards de dollars), les EU et la Chine (-55 milliards de dollar)

Exemple: zone euro, dévaluation et désindustrialisation

- Historiquement face à des pbs de compétitivité la France dévalue sa monnaie or doper export mais avec l'euro elle ne peut plus utiliser cette politique, surtt que l'euro est une monnaie forte. La France aurait du anticiper et monter en gamme en innovant davantage pour faire face aux exigences monétaristes (voulues par Allemagne). Le système productif français est dual =
- . une spécialisation très étroite dans (aéronautique, armement, agroalimentaire, pharmacie) sur les secteurs de haute technologie
- . difficultés sur secteurs de base (chimie, biens d'équipements comme mécanique ou robotique) + quasi abandon de pans entiers comme (textile...).
- Conséquences: la capacité de production industrielle stagne en France depuis 1988.
- L'Allemagne a un solde comm de + de 188 milliards de dollar en 2012 grâce à des points forts (automobile, chimie, équipements électriques...) et à ses produits hauts de gamme achetés par pays émergents (la Chine).La question des coûts unitaires salariaux est donc ds ce contexte un faux pb puisqu'ils st identiques (économiste P.Artus).
- Enjeu : un niveau de gamme et un apport de valeur ajouté insuffisant pr la France + le coût du capital, et des consommations intermédiaires et des services plus élevés en France.
- . IDF contrôle ¼ des échanges (pôle aéroportuaire de Roissy= 80% du fret aérien). Taux d'ouverture des économies varient : 50% en Haute Nord, 34% en Midi-Pyr (Airbus) ou 9% en Languedoc.

Tissus productifs, réseaux industriels et chaîne de valeur.

- . On assiste de plus en plus à un « processus de segmentation de la chaîne de valeur » qui traduit la segmentation technique et spatiale des processus de production.
- Exemple: le cas d'Airbus, le made in world (comme Boeing
- Partage des fabrications entre France, Allemagne, RU, Espagne. Assemblage final= Toulouse et Hambourg et depuis qq années à Tianjin (pr conquérir marché chinois. La moitié des pièces et équipements de l'industrie aéronautique sont importés pour 54% de l'UE et 42% EU. Secteur dynamique en France : 11% des exportations françaises, la France est au 2° rang mondial derrière EU. Limites = une partie importante de la valeur ajoutée est importée, la notion même de pays d'origine perd de son sens.

-

- . 1/2 des export fr sont liées aux échanges intra-firmes entre la base nationale et les filiales à l'étranger.
- Enjeu : la multiplication des délocalisations , le recours croissant aux importations, l'abandon de segments stratégiques se traduisent par un délitement de certaines filières et une perte de savoirs et de savoir-faire , de compétences.

_

- <u>Exemple</u>: les limites des délocalisations la cas des principes actifs ds l'industrie <u>pharmaceutique</u>.
- Les principes actifs (propriétés thérapeutiques) = le cœur du médicament; La France (et pas que) a délocalisé la production ces 20 dernières années pr des raisons de rentabilité. C'est la Chine et l'Inde qui se st alors imposé sur le marché (80% de la prod mondiale). Mais face à l'essor des besoins leurs bases prod sont incapables de répondre correctement à la demande. Conséquences: pb de disponibilité et de qualité des traitements pharmaceutiques.Par Exemple: le paracétamol n'est plus produit en Europe depuis 2008 (fermeture d'une usine fr).
- Enjeu : pb de santé publique + certaines firmes relocalisent en Europe .

-

- Régime d'accumulation financière, financiarisation et nature systémique de la crise.
- le nouveau régime d'accumulation, pilier de la mondialisation.
- Ouverte en 2007 la plus grave crise mondiale depuis 1929 signe la fin d'un cycle historique de presque un demi-siècle (depuis années 70). Ce nouveau cycle s'appuie sur 4 piliers =
- une révolution politique, idéo, sociale néoconservatrice
- un nouveau régime économique d'accumulation financière
- une mondialisation néolibérale
- une nouvelle guerre froide
- Il hérite des décisions prises dans années 70/80 de faire triompher le capitalisme occidental dans le contexte de la guerre froide . `

- Le nouveau système d'accumulation financière se caractérise par deux composantes :
- Une considérable explosion du stock de capital financier (en 2005 7 à 9 X le PIB mondial)
- Un gonflement sans précédent des flux financiers libérés de toute entrave juridique et réglementaire et extrêmement mobiles.
- Les monnaies, ou devises, les actions des entreprises cotées en bourse, les dettes et obligations privées et publique deviennent des marchandises spéculatives.
 Parallèlement à cela le pouvoir actionnarial augmente et conduit à la stagnation des salaires réels et des revenus du travail au profit de la rente du capital. Ce

sytème fondée sur l'endettement généralisé accentue les inégalités et la spéculation immobilière. Ce système s'effondre en 2007 à partir des EU.

-

- Conséquences de la crise pour les pays développés:
- Les Etats socialisent leurs pertes en faisant porter l'effort sur les contribuables ;
- Les pays dev st endettés (au même niveau qu'en 1945) : 80% de la dette mondiale est au Nord
- Les banques centrales st obligés de produire de la monnaie (injection de liquidités)
- Le système financier de certains pays s'effondre (Grèce, Espagnol...) et nécessitent de l'aide du FMI, de la BCE ou de l'UE.
- Création de la MSE (cf glossaire) qui mutualise les dettes et donne davantage de rôle à l'UE dans le transfert de souveraineté .
- . Conséquences de la crise pour la France :
- Montée en puissance inédite des gds groupes financiers et bancaires fr (Sté Générale, AXA, Crédit Agricole, ...) ou étrangers (USB...) comme l'illustre l'explosion des actifs et des salariés de ces secteurs dans le monde . Exemple: Sté Gé actifs X par 2,2 entre 2003 et 2011 et salariés multipliés par presque 2 sur la même période.
- Puis intégration plus poussée du système fr au système mondial avec la fusion de la société de Bourse de Paris en 2000 avec les bourses d'Amsterdam, de Bruxelles, de Lisbonne (sans Londres et Francfort) et du marché LIFE pour constituer un marché unique Euronext qui est elle même rachetée et intégrée au NYSE pour créer le groupe NYSE Euronext.

-

- *Exemple: les rémunérations des professionnels de marché , les traders et les bonus.*
- Les départements Banque de Financement et d'Investissement (BFI) sont le cœur du système spéculatif des banques, c'est là où s'effectuent les opérations des traders. Les départements BFI st localisés à Paris ds les gdes tours du quartier de la Défense ou à proximité de celles-ci centre-ouest de Paris ou XV° arrondissement. Les traders sont rémunérés en fonction des résultats obtenus sous forme de bonus. En une année les 100 traders les mieux payés ont touché au moins 1,7 millions d'euros de bonus. Ex : affaire Jérôme Kerviel trader de la Sté Gé qui annonce être victime d'une fraude du trader ayant perdu en 2008/2009 l'équivalent de son bénéfice annuel net (4,9 milliards d'euros). En mai 2015 un témoignage récent relance l'affaire Kerviel en remettant en question la version de la Sté Gé.

-

- Financiarisation et tissu productif : ds la décennie 2000-2010, les entreprises consacrent 2 X moins d'argent à leurs investissements qu' à la rémunération des propriétaires de leur capital. Conséquences: ralentissement de leurs investissements et de affaiblissement structurel de leurs efforts et capacités

- d'innovations. Entre 2006 et 2012 les actionnaires des firmes du CAC 40 reçoivent 254 milliards d'euros de dividendes malgré la crise.
- Si le système fr a globalement mieux résisté à la crise que dans d'autres pays européens, l'Etat a du mettre la main à la poche pour plusieurs banques (Sté Gé, ou Crédit Agricole). Les banques cèdent alors des actifs, et licencient.
- Enjeu: rerégulation des marchés financiers + lutte contre spéculation et paradis fiscaux + réorientation du capital vers financement des besoins économiques et sociaux.

b. système productif, firmes et territoires : le poids des groupes.

- les types de capital et d'acteur : une grille d'analyse des territoires. A côté des micro-entreprises artisanales et des PME il y a les gds groupes (cf déf glossaire). L'INSEE en 2008-2009 a introduit une nouvelle définition des entreprises. Conséquences:
- . Ce chgt \rightarrow le poids et la taille des gds groupes (leurs effectifs salariés par exemple doublent passante de 15 à 30% des emplois totaux)
- . renforce le poids de l'industrie (en terme d'effectifs et ds exportations industrielles) puisque les nombreuses filiales de ces groupes (financement, recherche, services administratifs,) ne st plus classées ds le « tertiaire ».
- . modifie les chiffres au niveau régional : le poids des groupes passe de 20 à 40% de l'emploi de IDF.
- La France demeure marquée par une France du Nord historiquement organisée par la grande entreprise (76% de l'emploi des Yvelines) et une France du Sud où micro-entreprises, PME et artisanat (70 % de l'emploi dans le Gers) pèsent un poids lourd.

Les grands groupes : facteurs d'organisation du tissu productif. L'économie fr a connu ces dernières années un fort processus de concentration afin d'être compétitive sur le marché mondial au détriment des PME (absorbées ou étranglées) en recul. 186 gdes entreprises réalisent la moitié des exportations du pays.

	Grandes entreprises	Entreprises de taille intermédiaire	PME	Micro- entreprises
Répartition (nombre d'entreprises)	0,01% (217 gdes entreprises)	0,17% (4500)	4,80% (131 253 PME)	94,00%
Salariés	28,40%	23,20%	28,90%	19,50%
Valeur ajoutée	33,00%	23,00%	22,00%	22,00%
R et D	62,00%	26,00%	11,00%	1,00%

- *Exemple:* la réorganisation du commerce de détail par les grands groupes : le quadrillage des territoires.
- . 1er magasin Leclerc en 1949à Landernau.
- . = aujourd'hui 1,6 millions d'emplois ds 331 000 pts de vente avec une surface de 76,7 millions de km2
- . ← du petit commerce de détail et de l'artisanat traditionnel (boucherie, boulangerie...)
- les grandes surfaces (+ de 400 m2) = 70% des surfaces de vente, ½ des emplois et 2/3 du chiffres d'affaires.
- . 6 gds groupes = Carrefour, Leclerc, Auchan Casino, Intermarché et sytème U. Les stratégies d'achat et d'approvisionnement sont organisées par de grandes centrales d'achat à l'échelle européenne et mondiale (Carrefour Europe ou Auchan Europe). Mais face aux critiques, les enseignes essaient de revaloriser les productions régionales et nationales.
- Exemple avec Carrefour = crée en 1959 à Annecy, il emploie 472 000 salariés ds 30 pays. Il regroupe sur un site unique à Massy les salariés des directions de ces différents sièges (Boulogne, Levallois...). Ce dispositif est complété par de puissants groupes spécialisés ds équipement du foyer (But) ou la vente par correspondance (La Redoute) et enseignes franchisées (F.Provost).
- Les ETI = entreprise de taille intermédiaire (cf glossaire). C'est le talon d'Achille de la France contrairement à l'Allemagne (Mittelstand= ETI fr). ½ des ETI sont des filiales de groupes étrangers implantés en France. Le rapport Gallois préconise d'augmenter cet échelon de l'appareil productif.

Les grands groupes : Les 217 entreprises se répartissent comme suit =

- 1/3 = industrie (auto, navale, aéronautique, ferroviaire) + Energie et réseaux (eau, gaz, électricité, poste, SNCF) + commerce et assurance. La concentration économique y étant forte elle s'est faîte en utilisant un système d'alliance ou des accords de partenariats (cf Renault Nissan). 6 firmes emploient 74% des salariés de l'automobile. 85% des effectifs salariés dépendant des gds groupes sont présents ds la zone d'emploi de Roissy contre 5% à Porto-Vecchio. Ces firmes st élts moteurs de l'internationalisation et de la production des échanges. Emploient 30 des salariés et produit 1/3 de la valeur ajoutée (cf tableau ci-dessus).
- En 30 ans les entreprises fr se st fortement internationalisées. La France compte aujourd'hui 32 firmes transnationales hors finance parmi les 500 premières mondiales (soit plus que l'Allemagne). Le stock d'IDE fr à l'étranger concerne surtt la finance (31%), l'industrie (26%) et l'information et la comm.
 - Répartition des IDE françaises (77% ds pays de l'OCDE)

UE 60%

US 17%

- 14 %
- Reste du monde
- (bonne partie en Asie)

-

A côté des IDE, il faut aussi prendre er

- A côté des IDE, il faut aussi prendre en compte le développement de « nouvelles formes d'investissements : la sous-traitance internationale, l'assistance technique, les alliances de coproduction, de gestion ou de cofinancement ou « alliances stratégiques » (Renault Nissan).
- <u>Exemple</u>: fiscalité, optimisation fiscale des grands groupes.
- Le taux d'imposition sur les bénéfices est de 33,3%. En 2009, 25% des firmes du CAC 40 n'ont pas payé d'impôts (Danone, Suez,...). De plus ces gds groupes pratiquent des stratégies massives d'optimisation fiscale (niches fiscales,sté offshore ds paradis fiscaux...).
- L'implantation internationale des grands groupes français.
- Les groupes fr à étranger (hors banques) emploient 4,7 millions de salariés à étranger (dt plus de 40% se trouvent en Europe) contre 4,2 en France. Secteurs les plus internationalisés sont le commerce (64% des salariés du commerce et 60% des ventes), devt industrie (58%) et enfin les services.
- Les banques emploient 300 000 personnes à l'étranger.
- Pr les gds groupes, l'étranger représente 60% de leurs ventes et de leurs salariés; c'est pourquoi seulement 87 firmes fr réalisent 87% des ventes et 83% des effectifs totaux à l'étranger.
- Exemples: Total (siège à la Défense)- 77% des ventes à l'étranger- 64% des emplois à 'étranger en 2012
- Carrefour (siège à Massy) 57% des ventes à l'étranger- 73% des emplois à 'étranger en 2012

-

- Le poids des FTN étrangères en France.
- Chiffres = stock d'IDE de 991 milliards de dollars / ils st présents surrt ds finance (31%), industrie (automobile, chimie, pharmacie 24%) et immobilier (22%). / 15% de l'emploi salarié en France. Ds certains secteurs les FTN étrangère st très représentées comme ds métallurgie (64% de l'emploi fr). Les firmes étasuniennes st en tête (770 000 salariés), puis le RU, puis Allemagne, puis la Suisse et le Japon. Elles s'implantent en France soit par croissance interne = création d'une filiale ex-nihilo ou par croissance externe = rachat d'une entreprise fr préexistante (Mittal et Arcelor) qui donne lieu à des restructurations.

- Exemple de redéploiement du capital étranger: Continental à Clairoix (60).
- En 2008 le gr pneumatique allemand Continental décide la fermeture de l'usine de pneus de Clairoix (Oise) qui emploie 700 salariés, tt en protégeant sa base

allemande. Elle décide de basculer sa prod en Europe de l'Est (Rep. Tchèque notamment).

- Facteurs: pays à bas salaires + élargissement UE.

-

- . Facteurs de localisation des IDE étrangers:
- Recherche d'économies d'agglomérations
- Proximité des marchés européens
- Attrait des marchés nationaux et régionaux
- Mobilisation de gisement de main d'oeuvre qualifiée.
- Géo: IDF = 1/3 des emplois étrangers; + Rhône Alpes, le Nord, la région PACA, l'Alsace (20% des emplois). Les capitaux européens (suisses, allemands, britanniques) qui privilégient le Grand Nord est fr.
- Beaucoup d'emplois ds commerce (Ikéa), restauration (Pizza Hut) mais ← ds emploi industriel.

- La structuration des tissus productifs par les groupes régionaux.
- A côté des gs groupes nationaux et internationaux, des firmes de taille intermédiaire jouent un rôle majeur ds la structuration de certains pôles d'emploi.
- <u>Exemple: les laboratoires Fabre à Castre = succes-story, ancrage local et mondialisation.</u>
- C'est une gr pharmaceutique et cosmétique fondé en 1962 par P. Fabre.Il a mené de front une active stratégie de croissance externe (Klorane en 1965, Ducray en 1969...), et une rapide internationalisation dés les années 70 en Europe d'abord. 2 milliards d'euros de ventes. 40 filiales ds le monde, mais il garde malgré tout un fort ancrage local et régional. 10 000 salariés mondiaux et 9000 ds Midi Pyrénées. Liens avec laboratoires universitaires et du CNRS toulousains.

c. Atouts et crise du modèle : pour une nouvelle révolution industrielle.		
I.		
Atouts de la France	Enjeux:	

- modèle social relativement protecteur et solidaire
- dynamisme démo
- rôle des services publics
- qualité de la formation et de l'appareil scientifique
- bon niveau d'équipement du territoire
- elle a réduit sa dépendance énergétique par dev nucléaire (¾ de sa prod électrique)
- agriculture moderne et puissante
- une des premières destinations touristiques
- pôle d'excellence comme ds aéronautique

- mieux équilibrer les finances publiques sur le territoire
- reréguler les flux financiers pour que le système bancaire et financier ait une politique plus juste et solidaire
- réhabiliter les fonctions de pilotage d'un Etat stratège définissant des politiques industrielles, scientifiques et technologiques.
- refonder le pacte communautaire et rompre les logiques de concurrence et de dumping social mises en œuvre depuis 20 ans, « transformer les logiques de la zone euro qui fonctionnent comme une zone mark élargie » (Carroué), relocaliser.

Ds ce contexte général, le système productif doit se fonder sur un nouveau modèle de développement durable et une « nouvelle révolution industrielle et productive ». Face à la monté des pays émergents , la France doit opérer une nouvelle mutation structurelle. Par exemple ds face à la hausse de 50% d'ici à 2025 des besoins alimentaires mondiaux, les défis sont considérables pr produire plus et mieux (pandémies, grippes aviaires, OGM,...). Il faut de un véritable débat de sté et un effort en terme d'innovation. Les champs potentiels sont considérables = énergies décarbonées, mobilité durable....

CHAPITRE 3. SYTEME URBAIN ET SYTEME (S) PRODUCTIF (S) p104 à 145).

Les villes st par excellence des lieux nodaux de la production des biens et des services au cœur de la circulation des informations, des techniques, des richesses et des hommes. Cette approche du lien dynamique entre fait urbain et système productif est essentiel. La sphère de la reproduction sociale présente un profil linéaire du bourg rural à la capitale, la sphère productive est très hiérarchisée.

I. La ville et l'urbain au cœur du système productif.

a. la France en Villes, la France des villes : une France urbaine.p.105

- la ville et l'urbain : un rôle économique et social nodal. 95% de la pop vit en ville ou sous influence urbaine/ 84,5% des emplois. Source importante : les travaux de Thérèse St Julien sur les différentes formes de centralité urbaine et leurs dynamiques.
- Il y a deux ensembles à distinguer :

- les gds pôles urbains= qui polarisent 70% de l'emploi national et gagne 2,5 millions d'emplois en 10 ans . 77% de ces emplois sont occupés par les populations résidentes et le reste par les hab des couronnes et des communes multipolarisées des gdes aires urbaines. Ns sommes là au cœur de la thématique chère à L.Davezies entre économie productive et économie résidentielle.
- les espaces périurbains ts eux-mêmes composés de deux couronnes qui st plus ou moins polarisées selon la distance au centre= gagnent + 1,2 millions d'emplois (poids équivalent à l'ensemble de l'espace rural). 2/3 de cette croissance concerne les couronnes immédiates des gds pôles urbains.

-

- Un défi : évaluer la production économique des villes. Comme il a déjà été souligné la géo des systèmes prod se heurte à un certain nombre de difficultés conceptuelles et méthodologiques ayant trait d'un côté à la qualité des données stat et de l'autre à l'inadéquation des découpages administratifs avec les réalités économiques. Evaluer le PIB à échelle nationale ne pose pas de pbs à des échelon inférieurs c plus compliqué.
- L'Association des maires des grandes villes (AMGVF) a financé en 2011 une étude qui mobilisait les PIB régionaux + bases fiscales des entreprises et secteurs privés. Bilan de l'étude : les grandes villes (découpage des communautés d'agglomération) réalisent en moyenne 51% de la valeur ajoutée de leur département et 42 de leur région. Ds le détail : Toulouse 74% de son département (importance du secteur de aéronautique) et 45% de sa région. Clermont Ferrand : 59% et 37% (importance d'une firme Michelin).

b. le système urbain français : pavage et encadrement par les aires urbaines. p.109

- 12 aires métropolitaines = 50% des emplois. Même si 354 aire urbaines polarisent 48 millions d'habitants et 20, 7 millions d'emplois, ttes les aire urbaines ne se valent pas.
- Paris tient le haut du pavé = ½ de l'emploi
- au 2° rang = 11 puissantes aires urbaines : Lyon (965 000 emplois), Marseille, Lille, Toulouse, Bordeaux, Nice, Nantes, Strasbourg, Grenoble, Rennes, et Montpellier = plus de 500 000 hab, plus de 200 000 emplois et plus de 20 000 cadres des fonctions métropolitaines. Leur répartition spatiale est périphérique (distance par rapport à Paris). 5 métropoles appartiennent à la France autonome qui échappe à l'influence directe de Paris .
- 55 aires urbaines moyennes = 199 000 emplois (CF, Avignon, Orléans...) à 50 000 emplois (Boulogne sur Mer...). On trouve des aires urbaines périphériques ds espace nationale mais aussi ds le Grand Bassin parisien (Orléans, le Havre...).
- Aires urbaines inférieures ou petites villes = 257 aires de moins de 50 000 emplois (petite villes jouent un rôle majeur ds encadrement espace rural).

Finalement la répartition de l'emploi national apparaît assez équilibré entre 4 blocs que st : IDF(22,4%), les métropoles(22,7 %), ls villes moyennes(21,8) % et les petits villes (22,7%). Pr autant ce ^phénomène ne doit pas masquer que l'espace fr est profondément hiérarchisé.

c. système urbain, métropolisation et insertion nationale, européenne et mondiale P.112

i.

- intégration européenne et insertion de la France ds la mondialisation : facteurs de dynamiques
- des territoires productifs. Sources : R.Brunet et le GIP Reclus / S.Sassen (décennie 80/90)/ D.Pumain et C.Rosenblat (sur métropoles européennes).

- Exemple: le pôle de commandement de la Défense ds les Hauts de Seine, au cœur du pouvoir économique.
- Né en 1960 avec De Gaulle. Réalisation confiée à un établissement public l'EPAD devenu EPADESA car incluant davantage les maires des communes. Au delà de qq tours d'habitations et d'un centre commercial les quartier se caractérise par la présence de 71 grandes tours de bureaux. (plus haute à 231 mètres) accueillant 2500 entreprises et 180 000 salariés. Ds ces tours on trouve:
- . quelques ministères
- Sièges sociaux ou directions fonctionnelles de gdes firmes françaises ou étrangères de l'industrie (Total, AREVA...), de la banque et assurances (Sté Générale, AXA) et des conseils et services aux entreprises.
- Polarisation exceptionnelle du quartier : les trois communes des Hauts de Seine ont un volume de cadres des fonctions métropolitaines quasi équivalent à celui de l'aire métropolitaine de Lyon.
- Face à la saturation du site, aux prix immo exorbitants et à l'engorgement des réseaux de tr les communes voisines bénéficient de l'attraction de la Défense (à Reuil -Malmaison : Vinci ou Novartis Pharma)
- <u>Exemple: les hauts de Seine ¼ de l'économie francilienne</u>
- 23% du PIB et 18% des emplois franciliens / 2700 entreprises étrangères.
- l'emploi y augmente de + de 30% en 30 ans au profit des fonctions abstraites(gestion/ conception recherche et prestations intellectuelles au détriment de la fabrication concrète qui ← de moitié. ON ne peut par parler pr autant de désindustrialisation mais plutôt de bouleversement fonctionnel. Alors que les usines Renault ferment ds le berceau historique de Boulogne-Billancourt, IBM France s'installe à Bois-Colombes ou l'Oréal à Clichy.

-

 Les espaces déjà les mieux dotés en potentiels productifs, d'intermédiation et de connexion sont survalorisés.

-

- <u>Exemple: Calais, l'effet du tunnel sous la Manche sur la mutation fonctionnelle du potentiel productif</u>

Vieille ville portuaire et industrielle du Nord en crise (textile...), le potentiel prod a été profondément transformé par la mise en œuvre du tunnel ss la Manche.Mis en service 1994, 50 km de Calai au Kent britannique.Transporte poids lourds , voitures , passagers...La création du terminal de Coquelle, s'est accompagnée de l'ouverture de grands zones d'activités logistiques et commerciales.En 30ans l'emploi ds aire urbaine a → d'1/3 notamment ds la branche transportslogistique : +43%. Le nombre de cadres des fonctions métropolitaines a été multiplié par 2. L'ouverture du tunnel a permis de pallier au vieillissement de la pop (23% de retraités) , au ← de l'emploi de fabrication et à un taux de chômage élevé (20%).

- A partir d'une analyse multicritères (PIB, Valeur ajoutée, accessibilité, mobilité, structure des FTN, congrès....), D.Pumain et C.Rosenblat proposent un exemple de classement fonctionnel hiérarchique.

Métropoles internationales de rang mondial	Paris
Grandes ville d'importance européenne	Lyon, Marseille, Toulouse
Grandes villes à potentiel européen	Strasbourg, Bordeaux, Lille, Nice, Montpellier, Nantes, Grenoble
Ville d'importance nationale affirmée	Cannes, Rennes, Nancy, Dijon, Rouen, Angers, Clermont-Ferrand, Mulhouse, Brest

_

- Territoires et réseaux de villes : intégration, interconnexions et mobilités. Sources : travaux récents de Nadine Gattan de l'équipe Géocités (DATAR, 2012) qui insiste sur les formes plus réticulées et polycentrique de la dynamique urbaine en lien avec la dynamique productive. En particulier ds les fonctions emploi / travail qui met métropoles en réseau (TGV, lignes aériennes).
- Exemple: Paris polarise à échelle nationales les gdes villes comme Lyon, Marseille ou Lille à échelle régionale le Grand Bassin parisien / à une autre échelle ds le Sud Est il a des connexions entre Marseille et Toulon, en RA entre Lyon, St Ethienne, Grenoble et Annecy.

I. Hiérarchie urbaine, structures fonctionnelles et métropolisation.

II.

Ds un premier tps, il faut identifier la répartition des différentes fonctions ds espace géo (spécialisation fonctionnelle, DIT et hiérarchie urbaine.).

Ds un second tps, l'emploi des cadres est devenu le facteur déterminant des rapports entre production, territoires et sté.

Enjeu : la surpolarisation des cadres et de fonctions d'encadrement en IDF est un

important facteur du déséquilibre socio-éco.

a. hiérarchie urbaine, division du travail et spécialisations fonctionnelle. p.117

- la sphère de la reproduction sociale : l'opposition public/privé.
- La sphère de la reproduction publique = 5,8 millions d'emplois. Son intérêt est d'assurer une couverture la plus homogène possible sur le territoire. Cette fonction joue un rôle majeur ds la constitution de l'armature urbaine et le hiérarchie urbaine.
- Exemple: rôle structurant des gds équipements publics = rôle des CHU ds Gd Sud-Ouest.
- F.Damette appelle les villes bien équipées par la reproduction publique les « villes d'Etat ».
- La sphère de la reproduction privée= mêmes caractéristiques de forte homogénéité nationale. Mais la qualité et la diversité de la sphère de la reproduction privée dépendent fortement du niveau de solvabilité des ménages résidents. Guidé par le marché la sphère de la reproduction privée a tendance à refléter et renforcer les inégalités.
- La sphère de la reproduction publique et privée est une des spécialisation fonctionnelle des villes moyennes et petites en polarisant leurs espaces ruraux en devenant des villes relais du monde rural (centre de services). Exemple: ds le Sud Ouest avec Cahors. Ce processus caractérise aussi certaines capitales régionales comme Montpellier. A l'inverse ces fonctions demeurent assez faible ds villes industrielles, car le facteur industriel se caractérise par un sous-équipement prononcé malgré un processus de rattrapage.
- Au total, il n'y a pas d'injustice flagrante à échelle nationale ds la répartition de ces deux fonctions complémentaires.

La sphère productive : opposition production concrète / production abstraite.

- A l'opposé on des contrastes importants entre les niveaux hiérarchiques urbains : d'un côté la production concrète (agri et industrielle) est surreprensentée ds la France profonde (villes moyennes, petites villes et rural) et de l'autre la production abstraite et services péripoductifs de haut niveau se concentre en IDF et ds métropoles .
- Facteurs: qui expliquent la géographie de la sphère productive ds France « profonde »= recherche à partir années 60 d'une nouvelle main d'oeuvre dispo par la croissance démo et le fort recul de l'emploi agricole. C'est une main d'oeuvre peu syndiquée , peu formée et docile et peu chère.
- Exemple: transfert de Moulinex ds années 60/70 vers Argentan ou Flers (bocage bas-normand).
- Cette stratégie spatiale de desserrement des activités franciliennes se traduit par une logique d'évitement des villes à fortes tradition industrielle au profit des villes du Grand Bassin parisien (Reims, Orléans) puis d'une partie du Sud Ouest .

. A partir des années 75/80 : processus de désindustrialisation (cf glossaire).

_

- Exemple: la crise de la sidérurgie lorraine, la crise de l'aire urbaine de Longwy.
- Déjà marquée par la proto-industrie (faïences, coutellerie, première sidérurgie du bois....), Longwy, située au Nord de la Meurthe et Moselle, connaît un développement exceptionnel, lors du développement de la sidérurgie sous la houlette initiale de la Sté des Aciéries de Longwy fondée en 1880. La réorganisation des firmes (Sollac puis Usinor puis ArcelorMitall), la rationalisation de l'appareil productif et le glissement des activités vers le littoral (site de Dunkerque) débouchent sur une crise profonde au début années 80 malgré la création du Pôle européen de Longwy. Conséquences: la pop ← de 30% à Longwy entre 1968 et 2009 ; l'emploi ← 35%.
- Ds ce contexte le travail frontalier vers le Luxembourg permet d'amortir la crise.

-

A l'opposé, les fonctions productives du commandement, de l'innovation et des échanges st fortement polarisées sur le haut de la hiérarchie urbaine. La primatie parisienne et la métropolisation ne st pas le fait de l'Etat mais des entreprises.

-

- Exemple: Marchés du travail et mobilité professionnelle :les spécificités franciliennes.
- Il y a en France une importante mobilité des actifs grâce à la taille et la diversité sectorielle et fonctionnelle et une forte mobilité sociale ascendante. Cette mobilité joue un rôle important ds la création et la circulation des connaissances et des innovations à travers les mobilités interentreprises. Pourtant, ds un cadre très concurrentiel, le processus général de l'innovation est la rétention d'information (dépôts de brevets...).
- Exemple: ds la région- capitale 1/3 des cadres changent d'entreprises en 6 ans contre 19% en province ou 37% des ouvriers qualifiés. Facteurs: forte densité d'emploi, niveau de diplôme, proportion importante des cadres, juxtaposition de gds groupes et de PME.

-

- IDF + métropoles (notamment celles de la France autonome à Toulouse, Bordeaux...) = captent l'essentiel de la croissance en emplois des fonctions stratégiques comme la recherche (73%) et les prestations intellectuelles (66%).

У.

b. le processus de métropolisation : la géographie des fonctions d'encadrement. p.127

Les fonctions métropolitaines supérieures, associées aux fonctions d'encadrement, de gestion stratégique et d'innovation,ont été identifiées par F.Damette et le laboratoire Strates. En 30 ans les fonctions d'encadrement stratégique connaissent un fort développement avec 1,5 millions de création d'emplois dt 350 000 en recherche. Polarisation géographique de ces emplois = IDF + 11 aires métropolitaines : 61% des emplois des fonctions

métropolitaines.

- La césure Paris/province = un des enjeux centraux de l'organisation de l'armature urbaine et de l'espace productif national. En 30 ans IDF polarise 43% des créations d'emplois. Elle dispose de 10 X + de cadres des fonctions métropolitaines que Lyon qui est 2ième.
- rôle important des 12 aires métropolitaines : polarisent 72% des cadres, captent 29% des créations, et montent à ¼ de l'emploi national. Toulouse et Grenoble se caractérisent par un haut niveau d'encadrement largement devt Montpellier . Lille et Bordeaux st surrepresentés ds la commerce interentreprises.
- des trajectoires contrastées : un reclassement s'opère depuis 20 ans, il faut relever le dynamisme de Lille, Nantes, Bordeaux alors qu'à l'inverse Nancy, Metz, Rouen stagnent.

-

- Face à Paris et aux métropoles, le reste du système productif national demeure marqué par un sous-encadrement, les villes moyennes (15%) présentent un profil identique aux petites villes (11%). Face aux mutations du système productif et de l'intellectualisation croissante du travail industriel, la localisation des cadres, ingénieurs et techniciens est devenue un facteur majeur de localisation des activités les plus stratégiques; ces exigences et en lien avec la géographie de l'appareil de formation (Grandes Ecoles...) d'un côté et avec la géographie résidentielle de l'autre; d'où la survalorisation de l'IDF et des métropoles (compte tenu aussi de la rareté de l'offre et du déficit de main d'oeuvre hautement diplômée). La métropolisation est fille de la rareté. Pr autant pas de fatalisme comme en témoigne la dynamique de certaines aires urbaines de taille moyenne du Grand Ouest (Brest).
- I. Villes et système productif régionaux.

II.

a. Système urbain et organisation régionale des systèmes productifs régionaux p.132

- il y a une inadéquation entre le découpage administratif des régions et départements et la structuration des territoires par les systèmes productifs. Il est donc nécéssaire ds la démarche d'emboîtement d'échelles de mobiliser comme système d'analyse la hiérarchie urbaine, les réseaux urbains et les aires d'influences urbaines des villes et métropoles qui organisent des systèmes productifs régionaux et sous-régionaux.
- Paris et IDF organisent un Grand Bassin parisien dt le système productif est cohérent, hiérarchisé, intégré (héritages historiques, processus taylorien...). Cette polarisation s'est élargie en direction du Nord, de l'Est, de la Bourgogne, et du Sud Ouest.
- Le Nord : ensemble régional soumis à la métropolisation lilloise.
- Au Nord Est : réelle identité rhénane, fragilisation des bases productives traditionnelles, structure bipolaire asymétrique et concurrente entre Nancy et

Metz.

- Au Sud Ouest la Bourgogne et la Franche-Comté = espaces intermédiaires à la cohérence assez faible et subissant la forte attractivité de Lyon et Paris
- Cf carte de M .Reghezza doc photo 2013.

-

- la France autonome s'affirme de manière plus nette = fort dynamisme démo et productif. 3 régions jouent un rôle majeur :
- le système lyonnais et rhône-alpin : espace polarisé et maillé (équilibres internes). Il élargit sa base pr intégrer le sud de la Bourgogne et l'est du Massif Central (montée des échanges avec CF).
- La Bretagne et une partie du Gd Ouest = portée par les gsd programmes d'équipements gaullistes (télécommunications à Rennes), les transferts tayloriens (Citroen-PSA à Rennes), les mutations agro-industrielles, et essor de la structure métropolitaine bipolaire (Rennes/ Nantes)
- . Gd Sud Ouest : réel essor , bipôle métropolitain T/B.
- Face à ses 3 ensembles les structures territoriales et productives du littoral méditerranéen semblent fragiles car leurs bases productives st incomplètes notamment à Montpellier et à Aix/Marseille.

b.IDF au cœur du sytème productif.p.135

2ième région économique en Europe occidentale après Londres.

- les mutations du système productif francilien : la sélectivité parisienne repose sur une double logique de spécialisation ds les niveaux supérieurs à la fois sectorielle et fonctionnelle. Elle se renforce ces dernière décennies ds le commandement éco et financiers (Défense) et ds les fonctions stratégiques de la sphère productive abstraite (64% des emploi ds audiovisuel et édition).

-

- Ce processus s'accompagne d'une profonde réorganisation interne du système productif régional.
- Paris se spécialise ss l'effet de la pression foncière et immo, soit ds les fonctions résidentielles et culturelles, soit ds les activités très hauts de gamme du commandement politique, administratif et économique.
- les sièges sociaux glissent vers les Hauts de Seine et vers la première couronne.
- développement de 4 départements de la 2° couronne qui captent 64% de la dynamique régionale: Pôle de Roissy, Cité scientifique de IDF, Plaine St Denis, Marne la Vallée....

- une région de plus en plus polarisée et duale : inégalités socio-spatiale et fonctionnelles, l'agglo parisienne est coupé en deux par une ligne nord-ouest/sudest .
- héritages = la très ancienne césure (Faubourg St Germain et Faubourg St Antoine) est réactivée par la présence royale et nobiliaire (châteaux de St Germain

- en Laye et de Versailles), puis par l'industrialisation (banlieues populaires au nord-est et banlieues bourgeoises au sud-est)
- Sources = travaux de la géographe M.Berger. Chiffres = Paris + Hauts de Seine logent 51% des CPIS (cf glossaire)/ Seine St Denis et Seine et Marne logent 35% des ouvriers.
- en 30 ans les fonctions métropolitaines représentent 38% de l'emploi régional (5,57 millions d'emplois); les Hauts de Seine (33%) ,l'Essonne (13%) et les Yvelines (23%) polarisent plus de la moitié des créations d'emplois ds la RD derrière Paris (23%). A l'inverse les fonctions productives sont surreprésentées ds le nord-est, le sud-est et l'est (Val d'Oie et Seine et Marne).

- *Exemple:* les profondes mutations du potentiel productif de Seine St Denis.
- *Héritage* = industrie, classe ouvrière, parti communiste très présent.
- Mutations = liées à la désindustrialisation, pourtant le département gagne 80 000 emplois ces 30 dernières années mais pas ttes les communes srtt St Denis ou St Ouen alors que la Courneuve ou le Bourget ← . Raisons de ces contrastes = proximité avec les espaces moteurs franciliens avec Paris (St Denis) ,ou Roissy ,ou Marne la Vallée.
- ← de l'emploi de la sphère productive et croissance de l'emploi de la sphère de la reproduction sociale : une sorte rééquilibrage s'opère (en 2009 : 63% pr la première sphère et 37% pr l'autre / aujourd'hui c'est 50/50).
- la sphère privée connaît une croissance moyenne compte tenu des difficultés de la population qui limite les niveaux de consommation/ la sphère publique → fortement (24% de l'emploi total) compte tenu de l'engagement de l'Etat et des collectivités.
- La sphère productive connaît une fort bouleversement fonctionnel: ← de la fonction de fabrication(fait majeur du département)perte de 49 000 postes en 30 ans. Conséquences: rétraction de la classe ouvrière (politisée et syndiquée)+ promotion et intégration à la vie économique et politique et sociale locale d'une large partie des catégories populaires + départ des pop les mieux intégrées et les plus solvables vers le périurbain + friches industrielles.
- Depuis 15 ans, mobilisation des collectivités et de l'Etat (Stade à St Denis, extension des lignes de métro...)qui ont crée les conditions pour les nouveaux investisseurs attirés par le faible prix du foncier et de l'immo. Dc de nouvelles fonctions productives et périproductives apparaissent alors : création de Pleyel un nouveau pôle santé, nouveau quartier universitaire (l'INED, Ecole des Chartres...annexes de Paris I, VIII et XIII...), nouveaux siège sociaux, fonctions de gestion (EDF, Siemens,). Le groupe SFR a crée une nouvelle tour pour regrouper ces 8500 salariés.
- Mais ce phénomène est géographiquement socialement hypersélectif= 61% des emplois des cadres métropolitains sont polarisés par 6 communes jointives de Paris + ces nouveaux emplois st occupés par personnes n'habitant pas majoritairement le département + 24% de la pop de St Denis est sous le seuil de

c.les métropoles de la France autonome p.139

La puissance parisienne est en partie rééquilibrée par 11 aires métropolitaines regroupant plus de 500 000 hab , 200 000 emplois , et 20 000 cadres des fonctions métropolitaines = Lyon , Grenoble, Lille et Strasbourg, Rennes, Nantes , Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille Aix,Nice.

- le système métropolitain lyonnais une accumulation exceptionnelle. Il se distingue du modèle francilien et des autres économies métropolitaines par :
- le poids des accumulations historiques (gdes foires du MO)
- le rôle nodal d'un capital textile et financier (création du crédit Lyonnais en 1863).
- une industrie (mines de St Ethienne, industrie du gaz, chimie , pharmacie...) portée par une dynastie d'entrepreneurs ou d'ingénieurs (Berliet ds automobile) débouchant sur constitution de gdes FTN (Péchiney, Rhône-Poulenc....).
- D'où des caractéristiques spécifiques :
- une diversité fonctionnelle et sectorielle exceptionnelle (chimie , pharmacie ...)
- un poids des groupes compensé par un important tissu de PME.
- importance de l'appareil de R et d'innovation, des Grandes écoles et des universités (pôle de compétitivité de Lyonbiopole en biologie)
- le poids des services productifs de haut niveau et des services financiers
- . vie culturelle et commerciale riche
- Mais contrastes, malgré de grandes rénovations urbaines (la Part Dieu, le parc de la Tête d'Or, Confluence...): quartiers en difficultés ds est et sud = Vaulx-en-Velin, Vénissieux....
- L'aire d'influence de Lyon est très étendue sur le Rhône, l'Ain, la Loire et l'Isère.

- Grenoble et Toulouse : les deux métropoles technopolitaines issues de greffes étatiques.
- Deux métropoles de lesquelles la science, l'innovation, et les hautes technologies ont joué un rôle important de plus leur développement contemporain est lié de années 60 aux projets gaullistes (informatique et composants électronique à Grenoble et aéronautique civile à Toulouse).
- . Grenoble.
- Héritages = mécanique, matériels électriques, hydroélectricité (fin XIX) puis dans années 60 implantation de gds équipements scientifiques de niveaux mondiaux

(1950 LETI = Labo d'électronique de technologie de l'information du Commissariat de l'énergie atomique, début 90 Synchroton); d'où développement des Ecoles, universités et centres de R (CNRS, CEA, LETI-CEA...) et de pôles de compétitivité et de technopôles (ZIRST de Meylan).

- <u>. Toulouse.</u>
- Développement des activités aéronautique et spatiales civiles et militaires. Mais macrocéphalie à échelle régionale (54% des emplois régionaux) malgré une certaine diffusion du dynamisme vers le nord (Montauban), vers l'est (Rodez).
- Héritage : entre-deux-guerres 1er établissements militaires et aéronautiques (mis à l'abri des allemands) + années 50/60 gds programmes civils (Cavarelle en 1955, Airbus depuis 1972).
- Airbus= Toulouse, Blagnac et Colomiers accueillent sont siège social. En 2000, T a accueilli le montage de l'A380.
- Puissant pôle spatial= CNES, EADS Astrium, Spot Image
- Ces activités (aéronautique et aérospatiale) a attiré établissements publics liés à ces secteurs comme les services techniques de la navigation aérienne ou le Centre national de recherches météorologiques.

-

- <u>Exemple: l'aérospatiale ds le Gd Sud-Ouest , facteur structurant du sytème productif.</u>
- L'aéronautique et le spatial représentent 87% des exportations régionales. La Région réalisant plus de 65% des exportations nationales. La filière régionale est organisée par le pôle de compétitivité Aérospace Valley compte 600 adhérents dt 300 PME innovantes et a labellisé en 10 ans 500 projets de RD. Le tissu productif est dual, d'une part on a les gsd établissements (Airbus, Dassault...) et d'autre part des centaines de sous-traitants et prestataires de services. A côté de l'aérospatiale (12,5 % des emplois totaux) on a aussi d'autres secteurs industriels(forges et usinages, caoutchouc-plastiques,... = 38% des emplois totaux). Les services périproductifs jouent un rôle central (43% des emplois): services informatique, ingénierie...
- Cet exemple souligne qu'il ne peut y avoir de développement des services périproductifs sans une base industrielle solide.

-

- Le dynamisme de ce sytème productif repose sur un appareil de formation considérable qui forme 75% des ingénieurs aéronautiques fr (ENAC...). Rôle important des collectivités avec la création de 8 CRITT (plateformes technologiques de nombreuses pépinière d'entreprises) + les 3 gds pôle de compétitivité (dt Areospace Valley). Malgré la macrocéphalie de Toulouse on assiste à une rééquilibrage entre Bordeaux et Toulouse (création du nombre d'emploi et des cadres de la fonction métropolitaine).

- La montée de la métropole lilloise : une métropolisation par le vide.
- Croissance de 11% avec 560 000 postes aujourd'hui = la sphère productive ← compte tenu du fort recul de l'emploi agricole, et de l'emploi de la fabrication (165 000 postes aujourd'hui) / à l'opposé les fonctions abstraites (246 000 postes aujourd'hui) créent des emplois.
- Lille = 1/3 de l'emploi régional . On assiste au ← de sa fonction de production concrète et logistique , cette dernière glissant au sud vers le bassin minier (plateforme multimodale de Donges) au profit d'une spécialisation accrue ds fonctions de commandement et de conception(→ des effectifs ds gestion, conception-R, et prestations intellectuels. La Région est caractérisée par une sous-encadrement important alors que Lille(55 000 cadres) polarise la croissance régionale des cadres des fonctions métropolitaines . La métropolisation par le vide est le fait que Lille polarise sont territoire (transports , mobilités , formations) au détriment des capacités d'initiatives des territoires locaux.
- Conséquences spatiales sur la métropole lilloise en lien avec opérations d'amé (ville nouvelle de Villeneuve-d'Asq, pôle immo de la gare Lille TGV...):
- glissement des nouvelles fonctions (gestion, R ...) vers l'est et le nord.
- . fonctions de fabrication et logistique ds sud-ouest et sud.

_

- CF et Michelin : jeux d'acteurs et métropolisation.
- Croissance de ses emploi de 16% avec 200 000 postes aujourd'hui= Comme à Lille la sphère productive ← compte tenu du fort recul de l'emploi agricole, et de l'emploi de la fabrication/ l'opposé les fonctions abstraites créent des emplois.
- CF, fort héritage industriel taylorien déqualifié imposé par Michelin; cet héritage est un handicap. Pr autant CF connaît un processus de métropolisation: cadres des fonctions métropolitaines (8% des emplois). La firme Michelin domine le potentiel industriel clermontois.

-

- *Exemple: Michelin le N°2 mondial des pneumatiques un ancrage historique auvergnat.*
- Fondée en 1886 M fonctionne sur le modèle des konzern allemands qui s'appuie pour leur internationalisation sur un fort ancrage ds une base métropolitaine et régionale historique.Les concurrents de M st : Gooyear (US), Pirelli (It), Continental (All)...La ½ des ventes de M st consacrées à auto, puis poids lourdsElle s'internationalise tôt au début du XX siècle, après une implantation d'abord européenne elle s'ouvre depuis 2006 davantage aux pays émergents, Conséquences: ← les ventes aux PID et → des ventes aux pays émergents.
- *1er employeur local et régional*, ← *de l'emploi (½ en 20 ans) mais montée emploi qualifié (montée RD)*. 1965 : *le site de R de Ladoux (innovations : performances énergétiques, usure, bruits ...)*

-

I) CHAPITRE 4. LES MUTATIONS DE LA SPHÈRE PRODUCTIVE (p150 à

215).

I. Les mutations de la sphère productive (p.151)

II.

a. les mutations de longue durée entre production concrète et fonctions abstraites. p.151

- ← relatif de la sphère productive (← de agri et fabrication) mais stagnation absolue mais beaucoup de bouleversements internes : la baisse de l'emploi de la fabrication s'explique par gains de productivité + abandons de pans entiers économie l'appareil productif.
- → des fonctions abstraites et des fonction d'intermédiation
- Facteurs: intellectualisation croissante des métiers, rôle de l'innovation, flux tendus, montée de l'internationalisation des firmes, intégration euro et mondiale.

_

- <u>Exemple: le mythe des entreprises sans usines : la sous-traitance internationale dans l'électronique.</u>
- Le mythe des entreprises sans usines vient de la Silicon Valley en externalisant leurs productions concrètes. Cette externalisation fonctionne comme une segmentation fonctionnelle, technique, sociale, salariale et juridique. Ces activité de production st sous-traitées avec des transnationales qui finissent par délocaliser dans pays à bas salaires. Ainsi les industries électrique et électroniques perdent 45% de leurs emplois entre 1990 et 2004.
- Exemple: La firme Solectron ferme des usines en France et en 2011 emploie en Roumanie 4200 salariés qui travaillent 24/24, 7/7 pr un salaire mensuel de 152 dollars.

b. les mutations fonctionnelles : la fabrication et la conception-R p.154

- le ← de la fonction de fabrication : le cœur de la désindustrialisation du pays.
- ← 1/3 de ses emplois en 30 ans ; le recul n'est pas homogène et il est marqué au Nord et à l'Est de la France mais aussi ds le Grand Bassin parisien et le Massif Central. La forte érosion du nord traduit un redéploiement productif au profit de la France autonome.

- La fonction conception-R: faiblesse structurelle et polarisation
- forte → de ces emplois (même si pb de stat à INSEE en fonction de ce l'on prend en compte le noyau dur de la fonction ou un champ plus large). C'est un des fonctions les plus polarisées : IFD = 38,5 des emplois nationaux mais ← de cette région au profit de la France autonome (28% du potentiel national). A l'opposé, le Massif Central et le Grand Nord est sont marginalisés. La géo de la R-D est corrélée à celle de hiérarchie urbaine. Ds chaque région les métropoles captent les créations d'emplois ds ce secteur : Lyon et Grenoble à 75% ds RA, ou CF à 95%

- ds Massif Central.
- A échelle européenne et mondiale, le budget mondial alloué à la R a doublé en 10 ans. La France en terme de crédits de recherche est au 6° rang mondial. La France dépense 40% de moins que l'Allemagne ds la RD, celles -ci (appelées DIRD: Dépenses Intérieures de R) sont financées par le privé et le public. En Allemagne les entreprises assurent 70% des DIRD, en France on tombe à 63%. C'est une des points nodaux des faiblesses structurelles fr. De plus, la R est concentrée entre les mains des gds groupes, et sur qq secteurs (automobile, pharmacie, aérospatiale...)

_

- Exemple: le développement de le recherche nucléaire, le projet ITER à Cadarache.
- Lancé en 1980 le projet ITER Réacteur Expérimental Thermonucléaire International- est une coopération internationale entre 34 pays dt UE qui finance à 45% + Japon+Chine +USA...Obj = ← la quantité de déchets radioactifs en créant un réacteur thermonucléaire qui utiliserait non la fission mais la fusion des atomes. La mise en œuvre technique devrait débuter en 2020. La France a obtenu la construction du site expérimental à Cadarache (Bouches du Rhône).Il y avait déjà prés de ce site une des plus importants centres de recherche euro sur l'énergie nucléaire, d'où le choix du site : le CEC soit le Centre d'étude de Cadarache du CEA.Il représente 5500 emplois très qualifiés. Il symbolise ces gdes structures publiques gaullistes qui permettent à la France de rester compétitive et d'initier des projets d'envergure.

-

- Exemple: internationalisation de la R et gds groupes internationaux.
- D'un côté les firmes fr ont délocalisé une partie de leur fonction RD, et de l'autre les firmes étrangères réalisent 29% de la dépense intérieure de RD nationale (aérospatiale, automobile,pharmacie...).Les flux s'équilibrent.
- Exemple: la France accueille de nombreux centres de R D de fabricants de semiconducteurs (Texas Instrument).

- IDF = au cœur de la fonction R en regroupant 40% des chercheurs publics (en valeur absolue cela représente 3X+ de chercheurs qu'en RA)
- <u>La fonction innovation</u>: faiblesse structurelle et polarisation.
- Ds innovation on comprend : innovations technologiques (produits , procédés , brevets ,...) sociales ou institutionnelles.
- Enjeu: contradiction entre le secret de l'innovation et sa diffusion.
- Sources : travaux de P.Veltz , B.Pecqueur ou J.Fache : analysent les dynamiques de croissance , les créations d'emploi , l'émergence de nouveaux espaces en mettant accent sur le rôle des acteurs institutionnels sur les territoires qui fonctionneraient comme des écosystèmes.
- Exemple: avec les clusters (grappes d'entreprises), SPL (systèmes productifs

locaux) et les districts industriels.

•

- Exemple: Pôles de compétitivité (cf glossaire) : pôles, réseaux et systèmes productifs régionaux.
- Les pôles de compétitivité ont fait l'objet de plusieurs critiques : place trop faible accordée au PME, argent public dépensé sans contrepartieface aux critiques de la Cour des Comptes il a été décidé que les nouvelles innovations soient commercialisées.
- Caractéristique de la géographie des pôles :
- . domination des métropoles (exception avec Besançon par exemple sur la micro-électronique)
- les pôles sont souvent éclatés : celui de la Cosmétic Valley centré sur Chartres regroupe 122 établissements dispersés sur le Centre , IDF, et Haute-Normandie.
- La logique des pôles est surtt une logique de réseaux productifs et de filières d'innovations s'inscrivant ds échelle régionale voire nationale (et beaucoup moins locale).

c. le complexe agricole et agro-industriel : modernité et impasses. p.164

- « Paradoxalement , loin d'être un lointain souvenir sur le modèle de la fin des paysans publié en 1967 par le sociologue Henri Mandras (1927-2003),
 l'agriculture demeure une activité largement structurante de l'économie, des territoires et de l'armature urbaine de base aux forts enjeux économiques , nutritionnels, environnementaux et sanitaires. »
- QQ chiffres : 5% du PIB , 6% de l'emploi (1,5 millions de postes), 18% de la prod européenne (dc 1ière puissance agri de UE), 4° exportateur mondial, 2° poste à exportation après aéronautique.
- Sources : travaux de J-P Charvet et J-M Poulot.

- Une agriculture , des agricultures : une forte segmentation en sous-sytèmes bien différenciés.
- Croissance depuis 30 ans de 40% de sa valeur ajoutée mais fortes disparités sectorielles car es filières productives st bien différenciées =
- . 60% prod végétale / le reste animales.
- ds les prod végétales on trouve les céréales et oléoprotéagineux ; fruits et légumes ...
- ds la viticulture on peur encore séparer entre région / par qualité ... (voir ouvrage de J-R Pitte en 2005 « Bordeaux , Bourgogne »)
- Facteurs de cette segmentation = milieux naturels / héritages / acteurs éco et institutionnels (chambres d'agri et collectivités) et politiques /
- Les mutations sont considérables :
- la SAUtile et les forêts passent de 84,3% du territoire à 81,6 % : ← de la vigne,

et surtt des herbages permanents au profit pr ces dernières de cultures plus rentables.

- . ← du nombre d'exploitations agricoles (480 700 en 2011)
- . ← des actifs (plus sensible ds espace rural profond : 48% des emplois agricoles/ contre 49% ds escapes polarisés par villes)
- La base productive est de plus en plus étroite et spécialisée (les exploitations de polyculture reculent), géographiquement polarisée et économiquement concentrée sur 160 000 plus grandes exploitations (2/3 de la SAU). 18% des exploitations se partagent 50% du revenu agricole.
- Dualisme des exploitations = 33% en faire valoir direct (←) / le reste en fermage
 (→)
- Un territoire agricole et agro-industriel contrasté entre systèmes intensifs et extensifs.
- On peut partagé la France en terme de revenus agricoles par actifs agricoles en 4 grands territoires: la BP, la Grand Ouest, la vallée de la Garonne et celle du Rhône (cf carte p.168).
- 4 régions émergent = Champagne, Picardie, Nord et Pays de la Loire.
- Enjeu : un des enjeux est de réarticuler valorisation des grandes agricultures productivistes et soutien et promotion des nouvelles agricultures paysannes de qualité (rejet de la mal-bouffe) .
- On compte ainsi 83 appellations d'origine contrôlée 105 indications géographiques protégées + labels rouges +mentions produits fermiers ou produits de montagne.

Exemple: les Causses, l'élevage ovin laitier, le Roquefort et le géant Lactalis.

- Le Roquefort = fromage haut de gamme emblématique de la gastronomie fr, dés 1925 première appellation d'origine (AO) qui s'est transformée en AOP (Protégé) en 1996. Système dual : entreprises familiales (Gabriel Coulet ...) / 60% de la prod est détenu par par la SCPR filiale du puissant groupe Lactalis. Présent ds 56 pays, et en France est implanté ds 76 départements; l'essentiel de la production laitière est dans les Causses. Les revenus tirés de cette filière st très confortables (plus revenus touristiques);

- Un système technico-industriel très intégré aux puissants effets d'entraînements.

- En 2012 un agriculteur produit l'équivalent de ce que produisaient 3 agriculteurs en 1980. Les agriculteurs et de plus en plus qualifiés et investissent davantage (1/3 de la valeur ajoutée). Les consommations intermédiaires (énergie, engrais, phytosanitaires, irrigation...) représentent la ½ du compte d'exploitation mais les ¾ ds les élevages hors sols. Pb =endettement.

- Exemple: la crise du modèle agro-industriel breton.

- A partir années 60 la Bretagne adopte un système agricole intégré et

- intensif.Mutations= spécialisation des cultures / arasement des haies pr favoriser motorisation et concentration économique. Conséquences: ← du nbre des exploitations de 120 000 à 26 000 en 50 ans. Objectif = répondre à pression démo. Acteurs = associations syndicales et ou coopératives (Jeunesse agricole chrétienne ...) + acteurs politiques régionaux et locaux + l'Europe (PAC).
- L'essentiel de l'activité = surtt élevage hors sol en batteries (certaines régions se spécialisent ds productions végétales). La Bretagne concentre 57% du cheptel porcin, 46% de dindes Conséquences: pb sanitaires et environnementaux du fait de l'épandage de lisiers et de fumiers (pollution des eaux : prolifération des algues vertes srtt ds Finistère). Les fonds publics ont massivement investi pr limiter la pollution. Les IAA qui st derrière ce sytème agricole st puissantes (Lactalis, Intermarché, Doux..).

+ rajouter pb ecotaxe (cf Nathan p.177)

- L'agriculture bénéficie d'une attention politique particulière. Facteurs: vote rural + capacités d'organisation du secteur en groupe de pression (organisations interprofessionnelles, grandes coopératives, syndicats agricoles de la FNSEA). Les agriculteurs bénéficient de subventions = 15% des ressources financières des agriculteurs. 1/3 ds aides directes de l'UE vt surtt au Grand Bassin parisien, ¼ pr le Grand Ouest au détriment des autres régions. On assiste alors à une réorientation géo des aides des zones de grandes cultures vers les structures les plus fragiles (moyenne montagne ou secteur d'élevage extensif; Lozère, Aveyron...)
- Le pilotage par l'aval : le rôle du complexe industriel puis de la grande distribution.
- L'agriculture fr est étroitement intégrée aux IAA qui constituent son principal débouché (70%). Les IAA = 25% de l'emploi industriel et 11% de la valeur ajoutée. Il a des PME mais le secteur reste très concentré : 2,5% des firmes contrôlent 60% de la valeur ajoutée. Ces firmes sont : des grandes transnationales étrangères ou fr (Nestlé, Danone, Pernot Ricard...) on trouve aussi des groupes de taille moyenne issues de coopératives (Champagne Céréales ...).

-

- <u>Exemple</u>: la refonte de la filière laitière en Basse-Normandie : mondialisation et stratégie des firmes.
- Deuxième bassin laitier devnt la Grand Ouest , la filière agro-industrielle est dominée par des établissements de grande taille appartenant à de grands groupes internationaux ou à de puissantes coopératives qui ont fusionné. Objectifs = diversifier débouchés , concurrence (Australie, US), faire face à demande asiatique. Conséquences: fermeture de site pr recentrer sur de grands sites intégrés qui assure la collecte et la transformation du lait (beurre...).

-

Un autre acteur majeur ds la filière agro-industrielle = gds groupes de la grande distribution. Les hyper et supermarchés contrôlent 70% des ventes

des produits alimentaires. Ils st en position de dicter leurs conditions = prix, délais, ...

- On retrouve bien à travers cet exemple les logiques d'interaction et d'interdépendances entre sphère productive et sphère périproductive.

I. Les bouleversements de l'industrie et des ses territoires (p.174)

II.

a. une industrie en mutation, des processus en débat p.174

- En 20 ans les mutations ont profondément modifié la hiérarchie mondiale au niveau industriel : ← de l'Europe des 30 (UE à 27 + Norvège et Suisse) dans la prod mondiale au profit de BRICS.

Exemple: Construction navales coréennes et technologies fr au cœur de la rivalité sino-coréenne.

- Les sud coréens se sentant en concurrence avec la Chine décide de racheter STX (qui représente les chantiers navals de St Nazaire qui avait été racheté par des Norvégiens, ces chantiers st spécialisés dans les bateaux de croisière) en 2007. Croulant sous une énorme dette liée à sa stratégie de rachats d'entreprises le coréen STX Offshore and Shipbuilding se trouve en quasi faillite et vend ses chantiers en 2013 et vend à son tour ses chantiers dont ceux situés en France. L'Etat français prend de le contrôle de 33% du capital pour garantir avenir du dernier grand chantier naval fr à St Nazaire (2600 salariés).

- La mondialisation est portée à la fois par les stratégies étatiques et les firmes transnationales. Industrie fr = secteur économique très concentré. Les gds groupes = 2% des entreprises, 1/3 des effectifs, ½ de ventes et plus de la ½ des exportations et des investissements. Et si on y ajoute les ETI (filiales des groupes étrangers st nombreuses) on monte à 66% des salariés, 82% des ventes , 91% des exportations.

- Enjeu: les firmes entre « made in France » et global sourcing.

-

- <u>Exemple: Système productif</u>, chaîne de valeur, global sourcing et production <u>nationale.</u>

- A la suite de la crise de 2007, le ministère du redressement productif (ancien ministère de l'industrie), veut évaluer son impact. On assiste au recul du « made in France » : les produits assemblés ds l'Hexagone contient de moins en moins de composants produits en France (75% en 1999, 69% en 2009). Ce ← se manifeste ds beaucoup de filières = automobile, ferroviaire, habillement et prêt à porter. Ce recul se fait au profit du global sourcing (cf glossaire) et peut se traduire par des pertes d'emploi voire des scandales (cf viande de cheval roumaine ds les plats surgelés et lasagnes « pur bœuf » en 2013 ; d'où l'enjeu fondamental de la

traçabilité. Chaque voiture vendue au US comporte une étiquette avec son usine d'assemblage, le % d'équipements venant du pays.

-

- L'évolution de la valeur ajoutée de l'industrie : croissance et recompositions.
- Il faut tempérer la notion de désindustrialisation car jamais l'industrie fr n'a produit autant de richesses. En 30 ans la valeur ajoutée de l'industrie fr fait plus que doubler (de 119 à 265 milliards de dollars constants) et le volume total des heures travaillées recule de 45%. Ac une heure de travail ds industrie on produit aujourd'hui 127 X+ de richesses qu'il y a 30 ans donc gains de productivité. Mais à partir de la crise de 2007, la valeur ajoutée ← de 9%, pour se stabiliser ensuite. Cependant la France possède un des taux les plus faibles du poids de l'industrie ds la valeur ajoutée nationale qui a reculé et est à 12,5% aujourd'hui.
- Contrastes par régions =
- IDF + Grand Bassin parisien + Grand Nord-Est reculent de 14% de la valeur ajoutée nationale // alors que RA + Grand Ouest + Sud Ouest →
- Stagnation inquiétante du Nord et de la Lorraine frappée par la crise de leurs piliers traditionnels
- forte croissance de l'Alsace, de la Franche-Comté, Haute-Normandie économie du Centre
- la France autonome \rightarrow = 40% du potentiel national.

-

- L'évolution de l'emploi industriel.
- On peur isoler deux périodes =
- de 1960 à 1975 : le nombre de postes → , 1,6 millions de postes nouveaux st crées (malgré la crise qui frappe déjà les secteurs traditionnels)
- Facteurs: gds programmes gaullistes + taylorisation (bas salaires / branches déqualifiés ds automobile...)
- . à partir de 1975, ← spectaculaire, perte de 2,5 millions d'emplois
- Facteurs: gains de productivité + recompositions fonctionnelles et des qualifications de la sphère productive + restructurations stratégiques des branches industrielles par gds groupes + délocalisations.

- Le rôle majeur des qualifications de la main d'oeuvre.
- 3 types d'industries aujourd'hui en fonction de la qualification de la main d'oeuvre :
- . industries techniciennes = rôle des ingénieurs, techniciens et cadres (ITC) ds la conception et la production , ce st des industries de haute technologies.
- . industries qualifiées = ft appel aux ingénieurs et cadres mais srtt à de fortes qualifications ouvrières (biens d'équipements industriel, mécanique/robotique, matériel de précision...)
- . industries spécialisées emploient massivement ouvriers peu ou non qualifiés

(fonderie, caoutchouc, ameublement, agro-alimentaire....)

- Evolution de l'emploi industriel =
- → des ingénieurs et cadres de 3 à 8% des effectifs de l'industrie en 30 ans mais ce chiffre masque une réalité particulière, la faiblesse structurelle de l'industrie française car ces cadres et ingénieurs sont srtt employés ds sphère péripoductive. (Ds l'électronique des ingénieurs et des cadres ont été licenciés cette dernière décennie.)
- cette faiblesse structurelle est compensée par techniciens et agents de maîtrise qui →
- . ← important des emplois d'ouvriers non qualifiés (-60%)
- . ← sensible des emplois d'ouvriers qualifiés
- On assiste alors à de brutales recompositions territoriales :
- Toulouse gagne 6000 postes (aéronautique) / Paris perd 100 000 postes (-31%)
- . ← spectaculaire ds villes du Grand Nord-Est (Roubaix -46%, Lille) ou villes du Grand Bassin parisien (Dreux -53%).

_

- Redéploiement du capital et spécialisations sectorielles.
- Le solde industriel fr est (surtt avec Chine et Allemagne) sauf pr agroalimentaire. La France a perdu des parts de marché en Europe et ds le monde.
- L'insertion ds la DIT a sacrifié ds décennies 70-2000 de nombreuse branches indus (textile-habillement, métallurgie, biens de consommation, informatique...) au profit des industries de l'armement, de l'aéronautique, du nucléaire civil et militaire (programmes gaullistes) mais aussi de l'auto, des IAA, du luxe et de la pharmacie. Cependant certaines de ces branches (+ informatique et électronique) connaissent des difficultés aussi (pharmacie, automobile).
- Ces 30 dernières années la France perd des emplois ds :
- industrie lourde (2,5 millions d'emplois)
- . ou de main d'oeuvre déqualifiée (textile-habillement)
- industries innovantes (électronique/informatique ou pharmacie)
- Cette crise structurelle touche plus 3X+ les ouvriers qualifiés (-671 000) que non qualifiés (-182 000 postes).
- Géographie : la perte est manifeste ds Grand Bassin parisien , Grand Ouest (emploi déqualifié)+ ds moyennes montagne (Massif Central).
- Il n'y a pourtant pas de fatalité au ← industriel (cf « modèle allemand »). Si les konzerne ont transféré une partie de leur appareil productif ds PECO ils tt de même gardé le contrôle des fonctions les plus stratégiques et ils continué à moderniser leur appareil industriel.

- <u>Exemple: la France un capitalisme sans capital et sans capitalistes ?</u>
- « La France n'a jamais réussi à s'accommoder durablement d'actionnaires privés et publics . » Les Echos (avril 2013). L'Etat sert alors souvent de béquille aux faiblesses du capitalisme fr en intervenant massivement dés entre-deux guerres

(Welfare state). Ds années 80, les privatisations multiplient, et commencent dés 1986 (J.Chirac) dans un contexte libéral voire ultra-libéral. Conséquences: cela a déstabilisé le tissu industriel fr alors mal protégé. De plus le nouveau régime d'accumulation financière et l'intégration croissante des marchés financiers ont eu des conséquences sur le capital des firmes fr de plus en plus internationalisé. 45% du capital des firmes du CAC 40 st entre des mains étrangères. La France souffre d'une pénurie d'investisseurs (Exemple: Arcelor devenu Arcelor-Mittal). La France dispose de moins d'outils de protection de ses intérêts que les US.

b. les industries déqualifiées : la crise des industries textiles p.186

- les industries du textile-habillement, du cuir et de la chaussure furent un des piliers de l'industrie fr jusqu'en dans années 60. Mutations :
- de vielles dynasties se désengagent (Mulliez qui préfère valoriser services, ventes par correspondance....)
- guerre commerciale ouverte (suppression des quotas d'importations pour le Chine en 2005)
- Conséquences: 65% de la consommation fr est importée dés 1992 + délocalisation des achats par les grands groupes de la distribution commerciale (Quelle, Auchan...)+ développement de la contrefaçon + le non respect de la propriété intellectuelle et artistique + le détournement de trafic + effondrement des emplois (← de 1,5 millions ces 30 dernières années) et de la valeur ajoutée.
- es géographie : régions les plus touchées = NPC, Lorraine, Picardie/ départements les plus touchés = Aube, Ariège, Nord, les Vosges. Les bassin d'emplois les plus fragiles sont ceux qui avaient constitué des fiefs de mono-activité qui emploie une main d'oeuvre féminisée maintenue dans la sou-qualification et les bas salaires.
- Le haut de gamme et le luxe à l'opposé sont développés (Chanel, Cartier, ...) exemple dans le Choletais + textile dit techniques (industrie, médical, sport et loisirs, bâtiment...), exemple les pôles de compétitivité comme Textera en RA. Du coup RA portée par textiles techniques devient la première région textile avec 17.5% des emplois.
- Carte de synthèse sur NPC une région industrielle p.190

c. l'industrie automobile : l'entrée en crise d'un pilier de l'industrie française.

- Pilier du développement industriel des 30 Glorieuses, il connaît un ← depuis 20 ans.
- Valeur ajoutée a ← de 40% et emplois de 30% en 10 ans.
- Facteurs:
- positionnement sur le moyen et le bas de gamme où les marges sont faibles et la concurrence rude (abandon du haut de gamme sous pression allemande).
- . . choix technologique et d'innovations : retard ds moteur hybride par exemple.

_

- . système d'alliances internationales (Renault et Nissan = 4° groupe mondial)
- . segmentation technique sociale et géographique du travail.
- Conséquences: alors que l'Allemagne connaît un excédent commercial fulgurant, la France passe d'un excédent à un déficit en 10 ans .

-

- Une crise profonde.
- Entre 2000 et 2012 la prod fr de PSA+Renault ← 38,5% et celle de l'étranger → de 178%.
- Facteurs:
- . conquête de nouveaux marchés étrangers (BRICS)
- délocalisations des usines qui construisent des petits et moyens modèles vers pays à bas salaires des PECO (Roumanie avec Dacia)
- stratégie commerciale et financière : Renault s'est désengagé du secteur poids lourds qui l'endettait.
- Conséquences: les autorités se st mobilisés en fournissant ds aides conjoncturelles (aide à la formation), aides à innovation (crédit d'impôt), et des appuis financiers à long terme (2008 : Fonds stratégiques d'investissement).
- Enjeu = une nouvelle révolution automobile fondée sur la tr énergétique, la course aux innovations, émergence de nouveaux marchés et essor de nouvelles mobilités.
- Carte sur le système automobile fr p.192

_

- Impact productif, social et territorial
- R + PSA restent des grands groupes industriels aux potentiels technologiques, industriels et humains considérables.
- Emploi = en 30 ans PSA (76 000 emplois aujourd'hui) + R (53 000 emplois) ont perdu 60% de leurs emplois. Conséquences sur tte une filière d'équipements et de sous-traitants; Exemple: l'équipementier Faurecia filière de PSA délocalise à en Europe de l'Est au détriment de la France. Les usines auto st réparties techniquement en deux gdes fonctions =
- usines mécaniques internes au groupe fournissant les pièces essentielles (moteurs ...) plus qualifiées
- et usines de montage à la chaîne moins qualifiées

- La géographie de l'automobile s'organise en 5 sous-systèmes régionaux :
- Axe IDF/Basse Seine : lieu des sièges sociaux (XV° et Boulogne) , de la R (PSA Vélizy), usines de montage (Sandouville en Haute Normandie ouvert en 1964) et des berceaux historiques de Citroën (XV° quai de Javel) et de Renault (Boulogne-Billancourt). La décentralisation industrielle s'est diffusée le long de la Seine jusqu'en Normandie (Haute et Basse).
- Le Sud-Alsace : berceau historique de Peugeot qui emploie 22 300 salariés , on peut le considérer aujourd'hui comme le premier pôle automobile fr. L'usine de PSA Montbéliard est la 2° usine fr derrière Airbus Toulouse et devt Michelin. **On**

retrouve là le modèle rhénan ds lequel une gde firme se dote d'un potentiel productif très intégré sur des bases locales et régionales associant R, développement et production tt en mobilisant une réseau de PME.

-

- Exemple: l'impact régional des sites de Sochaux et de Mulhouse sur le système productif régional.
- Si les établissements de Sochaux, Mulhouse et Montbéliard emploient directement 22 300 salariés, ils ft travailler indirectement 7600 (fournisseurs et soustraitants) répartis sur les régions de l'Alsace, la Franche-Comté et le Lorraine ds un bassin regroupant 700 communes. On peut ajouter à cela les 12 200 emplois induits procurés par la fourniture de biens et services à cette main d'oeuvre industrielle (commerce, logements, transport...). La présence de PSA génère ainsi 42 000 emplois directs ,indirects et induits. L'INSEE évalue que 2,5 empois directs et indirects génèrent un emploi induit. Géographiquement, l'influence éco et sociale de PSA est importante ds les villes (Mulhouse...) mais aussi ds les communes périurbaines et rurbaines.

-

- Le NPC: 16 000 salariés ds 16 usines de mécanique ou de montage (Douai, Valenciennes, ...) mais 35 000 emplois directs et indirects. C'est ds la cadre de la reconversion de cette région qu'elle est devenue un base automobile. La main d'oeuvre est plus jeune et plus qualifiée que ds Ouest ou l'axe de la Seine. Cependant la production automobile de la région s'est effondrée en 5 ans dans la région, mais la filière bénéficie d'un plan d'aide de l'Etat (création du «Pôle automobile NPC »).
- Le Nord -Lorraine : 4° pôle automobile national avec 11 000 salariés sur 5 grandes unités de production (Metz...) ; constitué sur le même modèle de reconversion que le Nord.
- Lyon avec Renault Truck ds les poids lourds.

d. les industries techniciennes : l'aérospatiale et l'armement p.196

- le complexe militaro-industriel.
- Evolution du secteur = d'abord organisé par de gds établissements publics (CEA...) et de gds groupes nationaux privés , puis nationalisé en 1981 puis privatisé de nouveau (Dassault, ...) avec tt de même un contrôle de l'Etat ds le capital.
- Les gds groupes sont =
- . EADS/Airbus (aéronautique et spatial)
- . Thales(ex-Thomson, militaire et électronique)
- . Safran (moteurs)
- . AREVA (nucléaire)
- . la DCNS (navale)
- Dassault (aviation)

- . MBDA (missiles)
- Nexter/Giat (armement terrestre)
- Mutations ds le secteur car :
- . fin de la guerre froide
- baisse des budgets de dépense
- . intégration européenne
- . concurrence (US)
- . développement des coûts de conception
- . développement de nouvelles armes
- Csq = restructurations et mutualisation des efforts de recherche.
- L'Etat a mis en place le projet de loi de programmation militaire 2014-2019 qui prévoit 190 milliards d'euros de dépenses sur 5 ans.
- 165 000 emplois directs. Du fait de ses spécificités historiques et fonctionnelles, sa géographie représente une totale inversion par rapport à celle de l'automobile=
- évitement du Grand Nord-Est
- . marginalisation de la région RA
- . IDF: 1/3 de l'emploi national
- . poids considérable de la France autonome = $\frac{1}{2}$ des emplois

-

- IDF: les activités militaire ds firmes s'organisent selon un « croissant fertile » qui part du XV°, comprenant les Hauts de Seine, le pôle de Vélizy, une partie des Yvelines et l'Essone. Les VII°, VIII° et XVI° polarisent les fonctions de commandement (Gt, Etats-majors, sièges sociaux).

_

- *Exemple: Toulouse*, un labo public/privé pour mutualiser la R et l'innovation.
- 2013 création de l'IRT-AESE (Institut de recherche technologique aéronautiqueespace-systèmes embarqués) cofinancé par Etat, CNRS, gds groupes (Safran, Thalès...)et équipementiers. Obj: regrouper et mutualiser en faisant collaborer des chercheurs d'entreprises parfois concurrentes. Il rassemblera 200 chercheurs en 2016. Ce projet mobilisera aussi le CNES, et les universités de Toulouse et de Bordeaux. Exemple de projets de recherche = matériaux non métallique pour l'aéronautique.

_

- La France autonome : srtt ds métropoles de T, B, Aix/M et Rennes.
- . Airbus à Toulouse
- . Thales et Dassault à Mérignac (B)
- Marignane : Eurocopter membre du pôle de compétitivité Pégase produit 500 hélicoptères civils et militaires par an.

I. Les activité périproductives d'intermédiation et de circulation. (p.200)

II.

- Exemple: la saisie des activités des services périproductifs : enjeux

méthodologiques.

- A côté des approches fonctionnelles, l'INSEE classe aussi les activités économiques en grandes branches en continuant d'utiliser une approche I/II/III (marchand et non marchand). Ds le III marchand: INSEE identifie 3 gds ensembles soit transports, commerce, et les « services à proprement parler (hébergement-restauration, finance, commerce, services scientifiques et services administratifs ...) Certains d'entre eux renvoient à la sphère productive et d'autres à la sphère de la reproduction sociale. Il faut dc utiliser des classements méthodologiques assez fins.

a. un secteur très dynamique : 1/4 de l'emploi national. p.200

 Ces activités d'intermédiation et de circulation de la sphère productive st classés ds « services marchands » mais s'adressent pour l'essentiel aux entreprises.
 Hausse des emplois de + de 75% ces dernières 40 années ; 6,5 millions d'emplois en 2011 soit 25% de l'emploi national.Geo : métropoles + IDF

b. les grands secteurs stratégiques p.202

- immobilier: 201 000 emplois / organisation duale entre petite agence locale, gds offices HLM et gds groupes immobiliers internationaux / secteur porté par bulle spéculative et montée des prix fonciers.
- Exemple: le secteur de l'immobilier un acteur majeur des dynamiques économiques et urbaines.
- Les banques ,assurance et fonds de placements fr et étrangers sont à la recherche d'une sécurisation de leurs investissements et de rentabilité.C'est aussi un secteur internationalisé : ½ des capitaux (US, Qatar, RU...). IDF = 75% du marché national.
- Ds le marché des bureaux, IDF est le 2° marché après Londres : Paris intramuros (dt Triangle d'or ou quartier central des affaires et Paris Sud), Hauts de Seine, la Défense (qui ← un peu), et le croissant ouest.
- En province, les marchés immobiliers des grandes métropoles st portés par d'importantes opérations de rénovation (Confluence à Lyon) et de nouvelles opérations de quartiers d'affaires comme celles liées à arrivée du TGV (Euralille).

- Information- communication (télécommunications, activités et services informatiques, édition ,presse, médias...information éco et financière)= 659 000 emplois . Domination des gds groupes = Orange, Free, Canal +, IBM, SFR ... Connaît un large boom (productions audiovisuelles, succès du portable...). Activités très métropolitaines.

_

- Exemple: les sociétés de services en informatiques (SSII) : la polarisation des « cerveaux rares ».
- Emploi particulièrement localisé ds métropoles, à Paris c'est surtt ds VIII° et IX° et ds le Sud-Ouest. Emploi caractérisé par programmation, conception, développement de logiciels, conseil et assistance.

<u>Exemple: les centres d'appel : taylorisation des services periproductifs et délocalisations.</u>

- Les centres d'appel st classés ds les « activités de service et de soutien », ils st gérés pas des firmes prestataires de services qui travaillent pr ds entreprises (Orange, Sfr, banques) qui externalisent cette fonction (dépannage, services après vente, ...). La main d'oeuvre employée est en général jeune, peu qualifiée, peu payée et féminisée.
- 3 régions polarisent ce secteur =
- . *IDF* (7% des sites) a une position assez marginale
- la province (58% des centres) ; Ex= Teletech International ouvre un nouveau centre de 600 salariés à Dijon
- les activités offshore à l'étranger (1/3 des centres et plus de la moitié des emplois/ Maghreb, Maurice, Madagascar...).
- Secteur de la banque, finance et assurances: une vingtaine de bq, cies d'assurances et bq d'affaires concentrent 75% des salariés = Sté Générale, BNP-Paribas, Crédit Lyonnais, AxaCes firmes ont un pouvoir financier, économique et politique considérable. Il y a deux activités principales:
- la bq de détail : agences locales départementales et régionales qui financent activités des ménages et entreprises (artisans, commerçants ...)
- la bq de financement et d'investissement (BFI) : à échelle européenne et internationale (actions, obligations...).Localisation = IDF (Paris et Hauts de Seine : 30% des emplois nationaux)

Exemple: organisation économique et spatiale de la Sté Générale.

- Sté Gé + BNP-P + C lyonnais = les 3 piliers de la finance fr. Affaire Kerviel en 2008 : 5 milliards de pertes a frôlé la faillite. Avec sa filiale le Crédit du Nord elle emploie 154 000 salariés dt 38% en France . 3 piliers =
- . bq de détail (11 millions de particuliers en France et 14 ds le monde + de 600 000 entreprises)complété pr un département qui propose notamment des assurances de tte sortes
- bq de financement et d'investissement ou (Société Générale Corporate and Investment Banking : SG CIB)localisée ds la tour de la Défense et ds XV° en France et à étranger (Zurich, Londres...)
- la ba privée réservée aux personnalités les plus riches (gestions actifs, titres ...)

- Compte tenu de l'explosion des flux ce secteur est important : 1,4 millions de postes dt 79% d'ouvriers.

	2012 en % (tr de marchandises)		2012 en % (tr de personnes)
Transport routier	83,6	Véhicule	83,9
Transport ferroviaire	9,6	Ferroviaire	10,7
Transport fluvial	2,4	Autobus	5,3
Oléoduc	4,5	Aérien	100

- Ces 30 dernières années on assiste à un basculement du fluvial et du rail sur la route pr les marchandises. En ce qui concerne les personnes le réseau ferroviaire traditionnel est en déclin par rapport au TGV (2300 km de lignes), mais pb = endettement SNCF+ délabrement des réseaux régionaux (TER) et franciliens (RER). Facteurs: politique de libéralisation et de privatisation + le transfert de politique des tr aux collectivités qui conduit à des déséquilibres.
- A l'échelle mondiale, les liaisons maritimes st polarisées par deux gds ports d'un poids en tonnage équivalent : M et le H et celles aériennes par l'ensemble Roissy/Orly (86 millions de passagers) qui sert de hub mondial à Air France.

Exemple: le Havre, un vaste complexe industrialo-portuaire.

- H = 68,6 millions de tonnes de fret + R= 25,4 millions (exportations céréalières du Grand Bassin parisien . Le H a été fondé par F.1er , 32 000 emplois répartis comme suit :
- la moitié ds la gestion (autorités portuaires, douanes ...) + services aux navires (agences maritimes, ...) + manutention, entreposage + services (assurances..)
- . base industrielle (automobile, aéronautique, pétrochimie, énergie(1/3 des emplois)
- . services périproductifs
- Le H est le 5° port de la Northern Range pr les containers et importe 1/3 du pétrole fr (avant-port d'Antifer). Les gds travaux d'amé du projet le havre Port 2000 ont permis de relancer le trafic maritime économie d'attirer les gds armateurs mondiaux (CMA-CGM). C'est aussi un port de transbordement pr la desserte de l'hinterland. Ds le cadre du projet d'amé de l'axe de la Seine, le H+R +Paris s'associent pr créer le groupement d'intérêt éco HAROPA pr mieux coordonner et développer le tr maritimo-fluvial.
- Carte de la Basse -Seine p.211
- A l'échelle européenne, face à l'explosion du trafic :
- le maillage autoroutier a connu un fort développement d'itinéraires de délestage :

autoroutes des estuaires , traversée du Massif Central ... pr désengorger axe N/S (A1 et vallée du Rhône ...). Seulement 1,5 % du réseau routier accueille 25 % de la circulation totale et 50 des poids lourds.

- . TGV bien connecté à l'Europe.
- ds tr fluvial la Basse-Seine qui relie le H/R/P et le Rhin captent l'essentiel du trafic
- oléoduc : deux axes polarisent 85% des flux la Basse-Seine et l'axe Marseille/ Rhône/Rhin.
- Enjeu : modes alternatifs à développer (ferroutage ...) pr DD + contrastes + saturation

-

- Exemple: fonction logistique et entrepôts.
- La fonction logistique (entreposage, manutention, tr) est soit intégrée soit externalisée (prestataires logistiques spécialisées comme Géodis) par des donneurs d'ordre tels que Carrefour, Nestlé, ou Amazon. Les firmes organisent alors leur schéma logistique pr tenter de quadriller le territoire avec des entrepôts. En IDF on assiste à la survalorisation de l'est et du sud et de la 3° couronne. Facteurs: coûts fonciers moindre ds zone périurbaine + engorgement ds zone centrale. En province polarisation ds le gd Lyon et comme en IDF une localisation périurbaine des sites (l'île d'Abeau).

_

Ère du numérique : 85% des ménages ont un téléphone mobile, 77 un ordinateur, 69 pr Internet. Mais le très haut débit (fibre optique) est de plus en plus nécéssaire. Conséquences: fracture numérique (couverture en peau de léopard avec des zones blanches enclavées). Les opérateurs privilégient les territoires denses et solvables. La couverture très haut débit que le territoire nécessiterait un investissement de 23,5 milliards d'euros.

- Les collectivités d'Outre-Mer : des économies de transferts.
- *Nette différenciation structurelle par rapport à la métropole.*
- hypertrophie de la sphère de la reproduction sociale : les sphères publiques et privées pèsent chacune 30% des emplois soit 60% en tout (contre 23 et 27% en métropole). Ds la sphère publique, l'éducation a un poids important (jeunesse pop + effort ds formation)+ surreprésentation de l'emploi ds administrations publiques (12,% contre 8,8 en métropole). Facteurs: clientélisme + forte présence de certaines fonctions régaliennes (armée) . Ds sphère privée, fonctions de distribution , entretien, , services de proximité sont surreprésentés. Facteurs: poids de l'import-export + tourisme.
- la sphère de la production est sous-représentée : 40% des emplois totaux en moyenne (50% métropole/ 40 pr Réunion)= agri en difficulté (dépendance alimentaire) ou en crise (banane) / bâtiment surreprésenté (défisc + gds équipements ...) / sous-industrialisation (la fonction fabrication ne représente que 4% contre 18,5 en métropole.)

- Enjeu : chômage des jeunes +augmenter la durabilité + réduire la dépendance (nouveau mode de développement plus endogène) + réduire tensions sociales + refonte des liens avec la métropole.
- Le dynamisme économique repose sur les transferts financiers (« modèle de développement sous serre ») : sociaux , salariales (fonctionnaires)... + aides européennes (RUP).
- Conséquences: forts déséquilibres régionaux. En Guyane, Cayenne et Kourou polarisent 73% de la population, et 75% des emplois.

• CHAPITRE 5 : LA REPRODUCTION SOCIALE ET L'ECONOMIE RESIDENTIELLE. (p.217 à 247)

Ds la sphère de la reproduction sociale, il y a :

- . une sphère publique qui regroupe la reproduction étatique + reproduction élargie (formation et enseignement)
- . une sphère privée reposant sur le reproduction simple qui assure la vie quotidienne des ménages

Ces 2 blocs sont à peu prés équivalent en terme d'emplois mais répondent à des logiques différentes : 5,8 millions pr la 1ière (visant à l'équité et à la solidarité territoriale) et 6,9 pour la seconde (logiques de marché et de rentabilité).

I. Le poids de la reproduction sociale et l'économie résidentielle.p.217

a. La sphère de la reproduction ou économie résidentielle.p.217

- En 30 ans, la sphère de la reproduction a connu un fort développement (secteur culture/loisirs, santé, action sociale, services de proximité, éducation) pour atteindre 13 millions de postes . 50% des emplois totaux aujourd'hui.
- Facteurs: hausse du niveau de vie + allongement du temps libre + croissance démographique + vieillissement de la pop + émergence de nouvelles exigences et attentes sociétales.
- Les **territoires présentiels** (cf glossaire) sont ceux qui ont le mieux résisté à la crise.
- Facteurs: ces activités sont protégées des redéploiements liés à la mondialisation et à la concurrence, sauf celles du tourisme.
- L'économie présentielle est un important gisement de création d'emplois : hôtellerie , agents d'entretien, cuisiniers, aide-soignante.
- Par rapport à la sphère productive, la sphère de la reproduction sociale est répartie de manière homogène sur le territoire, seul le bloc culture loisirs est

-

corrélé à la hiérarchie urbaine.

	Île de France	Métropole	50 à 200 000	Inférieur à 50 000	Rural	France
Administr ation publique	529,4	541,1	528,8	523,5	161,7	2284,5
Culture, loisirs	226,7	124,1	90,9	85,6	41,7	569

- on doit tte de même souligner la forte hétérogénéité structurelle de ces territoires : territoires résidentiels périurbains et frontaliers ou territoires touristiques.

b. Un levier d'action dans l'efficience productive des territoires.p.220

- Exemple: les bassins de vie : le rôle des équipements dans l'organisation des territoires.
- L'INSEE a défini des 1644 « bassins de vie » dont 1287 ruraux pour évaluer la structuration des territoires par les équipements sociaux. Ce st les plus petits territoires sur lesquels les habitants ont accès aux équipements et aux services les plus courants.Ds cet ensemble, l'INSEE a défini trois niveaux hiérarchiques :
- une gamme des services de proximité (poste , banque, épicerie, boulangerie, boucherie, école, médecin)
- une gamme intermédiaire (police , gendarmerie, supermarché , librairie, collège, labo, piscine)
- une gamme supérieure (pôle emploi, hypermarché, lycée, urgence,maternité, médecins spécialisés, cinéma)
- La répartition de ces services de base définie une hiérarchie qualitative articulée à la hiérarchie urbaine de base, les pôles de services déployant leurs zones d'influences.
- Economie productive et économie résidentielle participent conjointement à l'efficience productive globale du territoire.
- Enjeu : le maintien des capacités de transferts financiers entre sphère productive et sphère de la reproduction et donc entre territoires productifs et territoires de l'économie résidentielle est essentielle.
- De plus, la qualité des services locaux participe étroitement aux conditions de la production de richesses.
- Exemple: les grandes aires métropolitaines dans la production et la redistribution de la richesse.
- Les 131 principales unités urbaines sont au cœur du système productif en concentrant sur 5% de la surface du pays 52% de la population et des actifs, 62% des emplois et 2/3 des emplois de ls sphère productive.

- Les grandes aires métropolitaines ne ft pas que créer de la richesse mais en redistribuent aussi : en captant 78% des flux de navetteurs, en émettant 63% des flux de retraités qui les quittent et 75% des flux de résidences secondaire. L.Davezies estiment que ces 3 flux se traduisent par la redistribution de 100 milliards d'euros de revenus résidentiels des territoires productifs vers les territoires résidentiels récepteurs.
- Exemple: : IDF polarise 605 000 navetteurs y travaillant mais n'y résidant pas, a vu partir 146 000 retraités en moins de 5 ans alors que les franciliens possèdent 532 400 résidences secondaires.

II. Les territoires des bases publiques et sociales. p.222

Selon L.Davezies, désigne le lissage par l'Etat des inégalité sociales de « **Welfare territorial** ». Il est important pr lui d'analyser les impacts territoriaux de l'action publique dans le cadre de l'analyse de la « **circulation invisible des richesses** ». Une part croissante des richesses a été redistribuées, prés de la ½ des revenus des ménages transitent par les budgets nationaux. On peut ainsi identifier deux types de territoires :

- . les territoires à dominante publique
- . les territoires à dominante sociale

a.les territoires à dominante publique : l'Etat et les collectivités. p.222

- Les territoires à dominante publique : l'action de l'Etat et les services publics en débat
- la fonction publique = 5,2 millions d'emplois en France , 23% des salariés (fonction publique d'Etat, territoriale, régionale, départementale et locale , hospitalière.
- Forte baisse des effectifs de l'Etat (-114 000 postes) en 10 ans et hausse de la fonction publique territoriale et hospitalière. Facteurs: économie budgétaire + transferts de compétences aux collectivités parfois dénoncées par celles-ci par manque de budget (suppression de la taxe professionnelle en 2010...).
- De plus dans le cadre des politiques communautaires et néolibérales, la Commission de Bruxelles a développé le concept de « services d'intérêt économique généraux » qui s'est traduit par la privatisation et la mise en concurrence des services publics concourant à la sphère périproductive (gaz, rail, télécommunications) et de plus en plus aux services sociaux (services culturels, patrimoine, ...). Conséquences: les cartes hospitalières, administratifs, de la justice ou des armés en st sortis bouleversés avec la refonte de nombreuses administrations (fermetures et transferts) + certains espaces ont alors plus soufferts que d'autres de la fermeture d'une maternité ou d'une poste ...(banlieues, rural profond, petite et moyenne ville)

- Les territoires à dominante de la sphère publique.

_

- IDF: 25% de la fonction publique hors défense / Province = 75% / DROM et étranger = 5%
- Au niveau régional, la Corse est au 1er rang en ce qui concerne le poids de la fonction publique= 31% de l'emploi (Ajaccio et Bastia)
- A l'échelle des métropoles, on assiste à un renversement de la géographie des « villes d'Etat » de F.Damette et J.Scheibling (1995). En effet, les gdes métropoles de la France autonome échappant à la polarisation parisienne se st émancipées de la sphère publique par le dynamisme de la sphère productive (Grenoble, Toulouse...). Et les villes d'Etat où la sphère publique est tjs importante sont des villes où se concentre par exemple la fonction militaire (Toulon, Brest).

_

- <u>Exemple</u>: <u>Brest et le Finistère</u>: <u>une ville d'Etat à la forte empreinte publique et</u> militaire.
- Brest pr le géographe F.Damette est une ville d'Etat.
- Facteur historique :depuis que Richelieu a fait de cette ville en 1631 un important port militaire (fortifié par Vauban). 13 500 actifs militaires. Cette présence militaire est visible par sont statut de Préfecture maritime, ses écoles (Ecole navale ...), la base des sous-marins nucléaires stratégiques à l'Ile Longue (face à Brest). De plus si on ajoute les autres emplois de la fonction publique 50% des emplois de Brest sont publics.
- Cette fonction a des conséquences sur la sphère productive : chantiers navals de DCNS (firme navale), les activités militaires des arsenaux st polarisés par Brest et Lorient.La filière de la construction navale à Brest représente 36% de l'emploi industriel.
- Il y a dc ds la région un potentiel exceptionnel d'où le développement du pôle de compétitivité de Mer Bretagne / du technopôle Brest-Iroise (Ifremer, Institut polaire Paul-Emile Victor...)

- Les réorganisations de l'Etat : la réforme de la carte militaire.
- La défense nationale est des fonctions parmi les plus structurantes du territoire (Exemple: « la ceinture de fer » de Vauban). **Double processus territorial** =
- . protection : citadelles , garnisons, casernes ds lieux stratégiques (ds les Alpes : chasseurs alpins/ les littoraux)
- . stratégie d'évitement : lieu refuge pr certaines activités loin de la menace militaire (aéronautique en Aquitaine sur le modèle des Safe area britannique)
- Ces logique d'organisation multiséculaires sont remis en question par l'évolution de la géopolitique, ou les choix politiques présentés par les Livres blancs (fin de la conscription, réduction du format des armées ...). A la fin de la guerre froide on assiste à de profonds changements :
- une grand déménagement des fonctions militaires au détriment du Nord-Est
- une centaine de régiments sont supprimés en 10 ans
- les armées tombent de 429 000 emplois à 295 000 emplois

- L'armée reste le 2° budget de l'Etat après l'éducation. Au 4° ou 5° rang pr son budget militaire ds la monde. Un nouveau plan de réduction du format des armées d'ici à 2015.
- Conséquences géo :
- deux espaces concentrent 75% des pertes : IDF + Grand Nord-Est (50%).
 L'Alsace est un cas particulier car elle a accueilli de nouvelles unités, ds les autres espaces l'Etat a tenté de compenser la perte par des « contrats de redynamisation des sites de défense ».L'impact éco dépend de la taille de l'unité supprimée et de son environnement productif. Les petites unité urbaines s'en trouvent de fragilisées.

Exemple: la fermeture de la Base aérienne 112 de Courcy dans la Marne.

Cette base etait le 4° employer du département derrière le CHU de Reims, ou la maison de Champagne Moët & Chandon. L'activité générée par la base concernait 2050 actifs dt la moitié habite Reims. Sa fermeture en 2008 a été compensée par la taille de l'agglomération, son dynamisme éco et l'arrivée du TGV Est.

b.les territoires à dominante sociale : l'impact des transferts sociaux. p.228

- les territoires à base publique et sociale = administration publique, enseignement, santé et action sociale. Selon l'INSEE elle verse 28% de la masse salariale nationale. Les territoires les plus dépendant sont ceux des moyennes montagnes ou les DROM en déclin démographique et économique (le poids de ce secteur dans la masse salariale dépasse les 50% comme en Guadeloupe ou en Lozère) et les moins dépendants les espaces métropolitains diversifiés ou les espaces touristiques (le poids est inférieur à 25% comme à Saclay).

- Modèle social, mobilisation publique et importance des transferts en débat.

- L.Davezies estime que la base sociale représente 23% des revenus. Il existe un différentiel négatif de 21 milliards d'euros entre dépense et ressources de la protection sociale (endettement de la sécurité sociale = 214 milliards d'euros en 2013). Il y a 2 types de financements participant à la protection sociale au sens large:
- la protection sociale , la vieillesse, la santé , la famille, l'enfance ; ces dépense ont → plus vite que le PIB (Facteurs: amélioration couverture maladie, progrès médecine et soins de santé, vieillissement pop , départ à la retraite des babyboomers.)
- la mobilisation de la dépense comme stabilisateur et amortisseur des périodes de crises (soutien à l'emploi, lutte contre pauvreté, Revenu de Solidarité Active...); les dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail représentent 4,7% du PIB.
- Enjeu : les territoires de la production de la richesse doivent-ils continuer à financer les territoires à dominante sociale ?

- Globalement à l'échelle nationale : IDF + Seine St Denis + Gironde + Var + Haute Garonne+Alpes Maritimes + les Savoies + Isère + Rhône financent les départements pauvres (dt la Meuse, la Haute-Marne, la Creuse, l'Ariège).
- Cartes p.234 et 235 : organisation fonctionnelle du système urbain et sphère de la reproduction publique et privée.

Les territoires à dominante sociale : crise et fragilité.

- Les territoires où les revenus sociaux publics jouent un rôle important sont ceux confrontés aux crises économiques et sociales, exemples à tte les échelles : NPC, Ardennes, axe de la Garonne , une partie de l'Ouest...Exemple: Longwy, les transferts sociaux = 1/3 des revenus.
- Le 2nd volet des politiques sociales est financé par collectivités, ce système pose la question des solidarités financières entre territoires riches et pauvres. La France est en retard à ce sujet par rapport à l'Allemagne.

<u>Exemple: les Départements : principaux acteurs de l'action sociale et médico-sociale.</u>

- 1980 : décentralisation. Depuis 2003 , les Départements ont en charge la lutte contre l'exclusion et la pauvreté (RMI-RSA), l'aide aux personnes âgées, l'enfance et aux handicapés. Ce poste représente 63% des budgets de fonctionnement des Départements. Inégalités géographiques = les dépenses par hab varient de 280 à 680 € . Les Départements qui dépensent le plus sont en général en voie de vieillissement et à gauche , qui ont aussi une taux de pauvreté important (Seine St Denis, Pas de Calais, Hérault...).

III. Les territoires à dominante résidentielle. p.236

a. Un ensemble dynamique, en partie portée par la métropolisation. p.236

- Economie résidentielle : selon L.Davezies , elle renvoie à la présence permanente ou occasionnelle d'une population (navetteurs, retraités, touristes) dont les revenus sont d'origine locale ou non et qui atténuent fortement les disparités territoriales produites par l'économie productive. Selon les periodes de la semaine (week end), de l'année, (vacances estivales ...), et du cycle de vie (activité/retraite), les Français entretiennent ds le cadre d'une forte hausse de leur mobilité (navette) des rapports spécifiques à différents espaces dédiés soit au travail , soit aux loisirs et au repos ou à la consommation. Selon Davezies celle économie résidentielle représenterait 45% des revenus à l'échelle nationale.
- Géographie : cette économie résidentielle survalorise la Bretagne, l'Aquitaine, le littoral méd et les Alpes // face à la France du Nord-Est et celle du Grand Bassin parisien où la sphère productive est plus marquée.
- les importants flux humains entre territoires récepteurs et émetteurs entretiennent d'étroits liens d'interdépendance. Les 131 aire urbaines y jouent un rôle

ī

fondamental puisque 7% des communes sont responsables de l'émission ou de l'accueil de 78% des flux de navetteurs entre lieux de résidence et lieux d'emplois, de 75% des flux vers le parc des résidences secondaires et 63% des flux de retraités.

-

- Exemple: importante des transferts des aires urbaines et métropolitaines vers les périphéries résidentielles.
- En 2011, L.Davezies et M.Tallandier ont identifié 131 pôle urbains émetteurs qui jouent un rôle structurant dans l'organisation du territoire qu'ils dénomment « systèmes productivo-résidentiels » (SPR). Ils polarisent 52% de la pop sur 5% du territoire, 62% des emplois.L'ensemble des flux représenterait une prélèvement de 25% des revenus des ménages résidents des 131 SPR qui st ensuite redistribués dans les zones périphériques résidentielles (soit un transfert de 100 milliards d'euros).

_

- L'intensité et la porté de ces flux humains varient : le pôle francilien a un porté nationale alors que des pôles comme Rennes ou Nantes ont une porté régionale. Les facteurs de la diversité territoriales st les suivants :
- héritages historiques (liens migratoire familiaux)
- les degrés d'aménité
- qualité du cadre de vie et des connexions logistiques (arrivée du TGV)
- les acteurs locaux et régionaux
- concurrence sociale entre catégories sociales pour appropriation des espaces (bassin d'Arcachon valorisé par bourgeoisie bordelaise...)

-

- Cette économie résidentielle est surreprésentée à échelle nationale ds 3 gds types d'espaces =
- campagnes périurbaines et rurbaines intégrées au pôles urbains (7800 communes)
- campagnes densifiées du littoral et des vallées à forte économie présentielle (2500 communes)
- campagnes profondes (12 800 communes soit 42% du pays, Ardennes, Massif Central, Alpes du Sud, Corse ...)
- Au total, 54 zones d'emploi dépendent à plus de 60% de la base résidentielle.
- Cf tableau p.239 : le poids des territoires fondés sur attractivité résidentielle.

- <u>Exemple: spécialisation fonctionnelle, territoires résidentiels et système</u> productif régional : PACA
- Il est plus aisé pour analyser les systèmes productifs, de le faire sous l'angle des zones d'emploi et de la hiérarchie urbaine que sous celle administrative (de la Région).PACA est découpé selon INSEE en 18 zones d'emploi.Ces Zones d'emploi sont classées selon le profil fonctionnel dominant à partir des 15

fonctions (page 3 de cette fiche ou p.26 du livre).

		Exemples
Sphère de la reproduction sociale et de l'économie présentielle dominant	11 des 18 zones d'emploi	Gap et Digne dominés par sphère publique du fait du rôle administratif ou militaire
Briançon domine par le tour	isme	
Toulon est un cas particulier	, fortement marqué par la prés	sence militaire voit ses
fonctions présentielle deven métropolitaines et de la sphè	ir dominantes face au recul de ere productive.	ses fonctions
Sphère productive	3 zones d'emploi seulement st spécialisées ds les fonctions métropolitaines	Marseille/Aix , Cannes , Nice (pôles scientifiques notamment celui de Sofia Antipolis)

- A l'échelle régionale, l'aire urbaine de Nice est excentrée et bloquée ds son rayonnement régional par un arrière pays aux potentialités très limitées et peine à affirmer ses fonctions productives et à l'ouest Aix/M, est confrontée à des dynamiques de ségrégation socio-spatiales d'où logiques de fragmentation et de stratégie d'évitement.

b. Les espaces de la mobilité résidentielle : navetteurs, transfrontaliers et retraités.p.240

- Mobilité résidentielle et navetteurs : polarisation et redistribution.
- Les grandes aire urbaine st de puissants émetteurs de navetteurs :
- celle de Paris accueille 605 000 navetteurs qui y occupent 12% des emplois sur une distance parcourue de 99 km. Conséquences: pb de congestion des infrastructures de tr. + construction de gdes aires résidentielles périphériques qui bénéficient de transferts de ressources salariales des espaces productifs centraux.

_

- Mobilités transfrontalières : ouverture, intégration, et dépendance extérieure.
- Le travailleur transfrontalier = un actif fr travaillant ds un pays étranger voisin. 355 000 actifs en 2012. Ces mobilités concernent surtout les 5 régions du nord-est et du nord des Alpes. Cette mobilité est liée à des structures asymétriques de chaque côté de la frontière : démo , offre d'emploi , salaire, la monnaie,Elle a accompagné la formation de conurbation transfrontalière ou de grandes régions transfrontalières créant ainsi une polarisation (Luxembourg, Bâle) qui décroit avec la distance à la frontière.
- Exemple: 8% des actifs d'Alsace st frontaliers / 35% ds le sud du Haut-Rhin polarisé par Bâle.
- Ds certains espaces le travail frontalier a été une réponse à la crise structurelle (bassins de Longwy, bassin houiller lorrain).
- Exemple: le nbre de frontaliers lorrains X3 entre 1990 et 2011 (101 000

- personnes)./ 25% des actifs de l'aire urbaine de Thionville d'où transferts financiers considérables
- Des accords entre l'UE et la Suisse ont permis aussi d'augmenter le nombre de travailleurs +64% en 10 ans (de l'Ain et de la Haute Savoie notamment).

- Les espaces de la retraite et des résidences secondaires : un dispositif spécifique.
- <u>Les résidences secondaires.</u>
- 14,5 millions de résidences secondaires situées surtt = littoraux (Fréjus:49% du parc logements), montagnes (Briançon 64%), est du Limousin et sud Auvergne, une partie de la Bourgogne et la Corse. Les zones émettrices sont les 16 plus grandes aire urbaines, elles comptent 900 000 habitants qui st propriétaires de résidences secondaires. Conséquences:
- valorisation du patrimoine immobilier
- . transferts de ressources
- . demande économique (bâtiments, achats ...)
- Les résidences secondaires des franciliens si situées ds le sud-est du BP, une partie du Massif Central, Alpes du Nord, littoraux. Les résidences secondaires des provinciaux sont situés srtt à proximité de leur région sauf les villes du Grand Nord-Est.

Métropole	Nombre de résidences secondaires	% propriétaires de résidences secondaires	Distance moyenne en kilomètres
Paris	532400	12,4	372
Lyon	65900	10,7	178
Lille	21600	5,2	422

- <u>Les retraités.</u>
- En 30 ans le nombre de personnes de + de 60 ans est passé de 17 à 24% (15,3 millions) de la pop en 30 ans. Sur les 313 zones d'emploi (France métropolitaine), 59 zones dépendent d'1/3 de leurs revenus des transferts liés aux versements de pensions et retraites et 230 d'1/4 de leurs revenus.
- Exemple: Sables-d'Olonne 40%.
- Il a 3 logiques spatiales concernant les régions des retraités :
- les zones en crise, en déprise rurale dans lesquelles les retraités sont peu mobiles (Ardennes, nord de la Lorraine), les territoires peu actifs des petites villes moyennes (Toulon).
- le retour au pays (les grands marchés urbains).
- espaces plus dynamiques qui attirent retraités au fort pouvoir d'achat comme la Côte d'Azur, littoral Atlantique (les Sables,).
- Enjeu : en terme d'emplois ds la sphère sanitaire et sociale , de création de dispositifs de soutien ou d'infrastructure d'accueil.

- la « révolution touristique » des dernières décennies
- Sources: G.Cazes, R.Kanfou, P.Duhamel, O.Lazarroti, J-P;Lozato-Giottard.
- Le tourisme (ds la sphère de la reproduction sociale) est le secteur économique le plus autonome des bases publique et sociales et de la répartition de la pop et de la hiérarchie urbaine.
- En 2012 la France : 1ière destination touristique mondiale avec 83 millions de visiteurs étrangers et au 3° rang pr recettes du tourisme (derrière US et Esp). Ce secteur représente 1million d'emplois (chiffre du Conseil National du Tourisme CNT). A côté des résidences secondaires le parc de l'hébergement touristique représente 227 000 établissements. Les touristes étrangers sont à 83% européens, 1/3 des touristes viennent de l'étranger. Les destinations des touristes se répartissent comme suit :

Littoral	Espace rural	Villes	Montagne
31 %	30 %	21 %	14,00%

- Biarritz : le nouveau créneau du tourisme d'affaires.
- Vieille station balnéaire du XIX siècle (arrivée du train). Obj= diversifier en particulier hors de périodes saisonnières traditionnelles. Comment? Transformer les équipements existants comme l'ancien casino en centre de Congrès ou l'ancienne gare en salle de spectacle + créer de nouveaux établissements (halle d'Itary capable d'accueillir 1500 congressiste). En 2012, elle a accueilli 243 manifestations.

- Atout de la France : patrimoine culturel et naturel mis en valeur par programmes d'amé ds décénnies 60 à 80 sur le littoral et à la montagne.

- En 2011 les 31 sites principaux ont reçu 75,3 millions de visiteurs :

Grands monuments et musées parisiens	Parc de loisirs	Grands monuments et lieux de mémoire
Le Louvre (8,8 millions de visiteurs), La tour Eiffel, Versailles,	Disneyland Paris (15,5 millions de visiteurs),Le Futuroscope (2millions de visiteurs),Puy du fouVendéen	Plages du débarquement,Mont-Saint- Michel, Chambord,

- L'impact territorial :

- . 5 grandes régions polarisent le tourisme : IDF (1/3 du parc hôtelier), la PACA et RA (44% des hébergements collectifs), PACA +Aquitaine+Pays de la Loire + Bretagne (½ des places de camping).
- le poids de ce secteur est important ds certaines régions : 60 à 70% des revenus à Briançon, à Lourdes ; ds les territoires de la chaîne des Pyrénées, 24% de l'emplois salarié touristique à Honfleur ou Porto-Vecchio. Caractéristiques de cet emploi salarié : peu qualifié, féminisé, saisonnier, à tps partielMais ce secteur est

très dépendant de la la conjoncture économique, des conditions météo, des cries géopolitiques.

-

- Les littoraux entre concurrences fonctionnelles, protection et aménagement durable.
- Sur ces territoires l'économie résidentielle pèse d'un poids considérable. Facteurs: importance pop résidente + activités touristiques. Phénomène d'haliotropisme (attraction des littoraux).
- Le linéaire côtier est un espace rare = 5500 km d'extension, 22 600 km2 soit 4% du territoire pour 885 communes. Fait l'objet de conflits d'usage.
- Forte pression démographique= 7,7 millions d'hab, d. de 281hab/km2 en moyenne (2654 hab/km2 ds les Alpes Maritimes, en 40 ans la pop littorale → d'1/4 srtt par les migrations. Conséquences: déversement d'une partie de la pop sur les arrières pays. En 2040, les littoraux contribueraoient de moitié à la croissance démo nationale. Cette pression est inégale : stagnation des littoraux du nord , croissance modérée pr littoraux méd et forte croissance des littoraux atlantique.

-

- <u>Exemple: Caractéristiques et enjeux de l'économie littorale</u>
- 75% des emplois littoraux appartiennent à la sphère de la reproduction sociale, dt 44ù à la sphère résidentielle. Les activités productives littorales sont surtt :
- . la pêche et aquaculture (86% de ces emplois st littoraux)
- . transports par eau (73% : le Havre, Marseille...)
- . constructions navales (St Nazaire)
- . raffinage pétrolier (40%, Fos-sur-Mer)

_

 L'économie maritime qui correspond industrie du poisson, la construction de bateaux de plaisance, les services portuaires, maritimes et fluviaux et le transport maritime = 100 000 emplois soit la ½ des salariés touristiques.

-

- Les départements littoraux = ½ de l'offre nationale d'accueil touristique, 7,7 millions de lits soit autant que la population résidente (les ¾ st des résidences secondaires).
- Enjeu : capacité des territoires à gérer ce foncier par le biais d'outils nationaux , régionaux et locaux(Conservatoire du Littoral en 1975, PLU, SCOT).

-

- Les espaces de montagnes : inégalités et dualisme des trajectoires.
- Unité et diversité des espaces montagnards :

Six massifs	Superficie	Population
Massif Central, Pyrénées,	167 000 km ² Soit 30 % du	8,5 millions d'habitants soit
Jura, Alpes ,Corse	territoire national	13 %

- Là aussi comme pr littoraux, le poids de la sphère de la reproduction sociale est la plus importante (activités touristiques + transferts et disparition activités

- artisanales ou industrielles...). On distingue deux types de trajectoires de fait de leur spécialisation fonctionnelle qui dessine 4 sous-ensembles :
- deux ensembles dynamiques = 40% de l'espace montagnard et 75% de la pop ;
- d'un côté, la montagne montagne urbanisée portée par la sphère productive à base urbaine et métropolitaine (Sillon alpin, St-Etienne, Limoges ...) / de l'autre la haute et moyenne montagne aux fonctions résidentielles et touristiques dynamiques et attractives (nord-est des Alpes : Savoie).
- le reste de l'espace montagnard : espace plus ou moins en difficulté où la sphère productive est faible ou en crise, les bases publiques et sociales y jouent un rôle déterminant.
- D'un côté une moyenne montagne soit plus industrielle soit plus agricole aux revenus élevés du Jura et des couronnes d'agglo du Massif Central/ de l'autre nue haute et moyenne montagne assez isolée en déprise (Corse, une partie des Pyrénées comme en Ariège, sud est des Alpes).
- Le tourisme hivernal : l'exemple alpin :
- 8% des Français partent aux sport d'hiver (catégories sociales aisées ou moyennes des grandes aires métropolitaines). 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 120 000 emplois, 10 millions de touristes. Les Alpes du Nord représentent 76% du chiffre d'affaires des remontées mécaniques fr, 58% des capacités d'accueil nationale de montagne.
- Exemple: l'économie de la Tarentaise : la valorisation de l'Or blanc.
- Les Alpes du Nord et l'Or blanc
- Espace longtemps dominé par agri ou indus (vallée de la Tarentaise et hydro à la fin XIX), dés 1924 (premiers jeux olympique d'hiver) valorisation de l'Or blanc. D'abord une pratique élitiste elle devient une pratique de masse ds années 70 avec une politique nationale ambitieuse (« Plan neige », découpage de la France en zones de vacances scolaires différenciées...). C'est une des plus grands domaines skiables du monde valorisé par 160 stations de ski.
- Polarisation par la Savoie, la Haute-Savoie, l'Isère (80% de stations rhônealpines).Impact du tourisme ds emploi de la Tarentaise (47%). Les touristes viennent des régions métropolitaines régionales (Grenoble, Lyon), nationales (IDF), d'Europe, d'où des transferts financiers importants.
- Mais secteur fragile car dépendant des évolutions climatiques + concurrence + pb de circulation (congestion des flux) + vieillissement des infrastructures . Conséquences: surenchère technique (neiges artificielles) et économique (regroupement des stations en les interconnectant comme dans les « trois vallées » : Courchevel, Méribel)
- Les mutations socio-économiques de la Tarentaise : une forte spécialisation fonctionnelle.
- 52 000 hab, une → de 25% en 30 ans. Les agri = 1% de la pop active ; 28 000 actifs, faible taux de chômage; travail saisonnier important pdt saison hivernale.Boom immobilier spectaculaire entre 1968 et 2010 les résidences

principales sont X par 2 et celles secondaires ou locatives par 9. 25 stations dt la Plagne, Courchevel, les Ménuires ... sont gérées par des grands sociétés financières (Société des trois vallées...).

Conclusion p.258

Sytème productif, société et territoires : une nouvelle démarche systémique novatrice.

Le concept de sytème productif permet de refonder sur des bases novatrices la boîte à outil conceptuel et méthodologique avec de nouvelles logiques de fonctionnement (deux grandes sphères). Ce concept réarticule économie (salaires, revenus, richesses ...), société (démographie, formation, qualification ...), stratégie d'acteurs (Etat, collectivités ...) et territoires. On peut y analyser les différentes trajectoires territoriales économie les replaçant dans des dynamiques systémiques en mobilisant qq clés d'analyse (système urbains, hiérarchies urbaines, stratégies d'évitement ...).

Mutation du système productif, Europe, et monde : dynamiques et enjeux.

Cet ouvrage remet en cause l'existence de deux géographies qui juxtaposeraient territoires protégés et territoires spécialisés. La démarche systémique met en lumière les jeux d'interaction et d'interdépendance, car c'est bien la capacité de la sphère productive à créer de la richesse qui détermine les possibilités de financement de l'économie résidentielle. Ds ce cadre la crise actuelle des finances et du modèle redistributif national est associé aux difficultés que connaît le système productif. Cette crise structurelle s'explique par :

- le caractère incomplet et inégal de la modernisation lancée ds décennies 50-60
- l'émergence de gds groupes trop souvent fondée sur écrasement de tissus éco régionaux
- par orientation donnée à la construction européenne
- par la politique des firmes qui sacrifient pr certaines leurs bases nationales
- adoption d'un régime d'accumulation financière qui permet au 10% de la pop de posséder 50% du patrimoine national et 80% des revenus du capital.

La crise de l'industrie fr est une crise de la production matérielle.

Crise(s), mutation(s), et territoire(s).

L'organisation du territoire fr repose selon un tryptique (un peu comme au RU et pas en Allemagne) :

- hiérarchisation (Paris/Province; gdes métropoles; France autonome)
- ségrégation socio-fonctionelle
- stratégie d'évitement

A ttes les échelles on assiste à une recomposition des équilibres géoéco et productifs. Facteurs:

. nature des structures productives

- . plus ou moins grande capacité des territoires à valoriser leurs ressources endogènes face aux mutations du système productif
- . la mondialisation

Les 4 pus gdes régions = ½ du PIB national.

IDF = 1/3 de la croissance éco + RA + Fce autonome connaissent aussi forte croissance démo , éco et productive // Grand Bassin parisien et Grand Nord-Est = crise structurelle

Systèmes urbains et métropolisation : les villes au cœur des dynamiques productives.

Les métropoles polarisent pop et activités (cf chiffres ds fiches sur métropoles) mais elles rencontrent aussi des difficultés (carences métropolitaines pour Nancy, Lille ... ou sous-utilisation des potentialités comme 0 Lyon).

La France a des atouts mais concurrence notamment des pays émergents. Enjeux :

- . refondation du pacte communautaire (nouveau contrat social économique et industriel)
- . nouveau modèle de développement durable fondée sur une « nouvelle révolution industrielle et productive »
- . métropolisation équilibrée et raisonnée qui s'appuie sur la mise en réseaux des gds sytème régionaux.

Biblio à consulter.